

Couture c. R.

2007 QCCA 1609

COUR D'APPEL

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE MONTRÉAL

N° : 500-10-002768-040
(500-01-003088-017 SEQ 014/042)

DATE : 19 NOVEMBRE 2007

**CORAM : LES HONORABLES LOUISE OTIS, J.C.A.
FRANÇOIS DOYON, J.C.A.
LISE CÔTÉ, J.C.A.**

ANDRÉ COUTURE
APPELANT – (accusé)

c.

SA MAJESTÉ LA REINE
INTIMÉE – (poursuivante)

Et
PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA
INTERVENANT

ARRÊT

[1] LA COUR; – Statuant sur les appels de verdicts de culpabilité prononcés le 1^{er} mars 2004 par un jury présidé par l'honorable Pierre Béliveau (Cour supérieure, district de Montréal) qui, au terme d'un procès tenu conjointement, a déclaré les appelants André Couture, Bruno Lefebvre, Luc Bordeleau, Richard Mayrand, Éric Fournier et Sylvain Moreau coupables de complot pour meurtre, trafic de substances prohibées et participation aux activités d'un gang;

[2] Chacun des appelants a formé appel des verdicts de culpabilité. Les appels ont été réunis aux fins d'une audition commune et le texte de cet arrêt sera déposé dans le dossier de chaque appelant soit Bruno Lefebvre 500-10-002770-046, Luc Bordeleau et

Richard Mayrand 500-10-002771-044, Éric Fournier 500-10-002772-042 et Sylvain Moreau 500-10-002773-040;

[3] Après avoir étudié le dossier, entendu les parties, et délibéré;

1. L'HISTORIQUE JUDICIAIRE ET LA THÉORIE DES PARTIES

[4] Initialement accusés de quatre chefs d'accusation, les appelants et leurs coaccusés¹ ont été reconnus coupables des trois infractions suivantes :

- 1) complot pour meurtre à l'endroit d'individus faisant le trafic de stupéfiants tout en refusant de s'approvisionner auprès des *Hells Angels Nomads* ou des *Rockers* de Montréal, entre le 15 janvier 1995 et le 27 mars 2001;
- 2) trafic de substances prohibées, selon les paragraphes 5 (1) et 5 (3) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, entre le 14 mai 1997 et le 27 mars 2001; et
- 3) participation aux activités d'un gang, tout en sachant que certains de ses membres commettent ou ont commis le trafic de substances prohibées au profit ou sous la direction d'un gang ou en association avec lui, contrairement à l'article 467.1 du *Code criminel*, entre le 14 mai 1997 et le 27 mars 2001.

Au cours du procès, la poursuite, conformément à l'article 579 du *Code criminel*, a ordonné un arrêt des procédures à l'égard d'un quatrième chef d'accusation.

[5] Les appelants ont été arrêtés, le 28 mars 2001, dans le cadre d'une vaste opération policière nommée « *Printemps 2001* ». Cette opération policière visait principalement les *Hells Angels Nomads*, l'une des filiales (ou chapitres) des *Hells Angels*, établie à Montréal, de même que les *Rockers* de Montréal, un club-école inféodé aux *Nomads* ayant pour objet, notamment, d'assurer la relève, de servir et de protéger les membres des *Nomads*.

[6] Selon l'ordre hiérarchique des *Rockers*, il faut d'abord être *hang around* puis *stricker* avant de devenir membre en règle ou *full patches*. Selon la structure des *Nomads*, il faut débiter comme *hang around* avant de devenir *prospect* et ensuite atteindre le statut de membre en règle ou *full patches*. Tous les appelants ont été membres de l'un de ces deux groupes. C'est ainsi que Sylvain Moreau, Éric Fournier et André Couture faisaient partie des *Rockers*, que Luc Bordeleau et Bruno Lefebvre étaient *prospects Nomads* et que Richard Mayrand était membre en règle des *Nomads*.

[7] Il a également été question des *Scorpions*, une organisation créée par certains membres des *Rockers* pour préparer la relève.

¹ À l'exception de Sébastien Beauchamp qui a été acquitté de complot pour meurtre.

[8] Les accusations portées contre les appelants et leurs coaccusés sont étroitement liées à certaines activités visant la prise de contrôle du territoire de l'Île de Montréal en vue du commerce de la drogue, activités que la poursuite qualifie de « *guerre des motards* », en se basant sur certaines conversations interceptées par les policiers. Les principaux opposants aux *Hells Angels* et aux *Rockers* dans cette confrontation étaient les *Rock Machines*, les *Bandidos*, les *Dark Circle* et l'*Alliance*.

[9] Un premier procès, présidé par un autre juge, a commencé en janvier 2002, mais a été interrompu en juillet de la même année. En septembre 2002, le procès a recommencé sous la présidence du juge Béliveau qui a entendu, en premier lieu, les requêtes préliminaires. La présentation de la preuve en présence du jury a débuté en février 2003 pour se terminer en janvier 2004. Les verdicts ont été prononcés par le jury le 1^{er} mars 2004, après des délibérations de onze jours.

[10] Il convient de mentionner que le texte des directives écrites remises au jury comporte environ 1 000 pages et a fait l'objet de nombreux échanges préalables entre le juge et les avocats des parties. Ce fait évoque, en soi, l'ampleur considérable de la preuve qui a requis une transcription d'environ 25 000 pages (sans compter les pièces produites) et fait voir l'importance du procès de même que l'exigence de la tâche dévolue au juge et aux jurés.

[11] En substance, la théorie de la poursuite est la suivante : les *Nomads* et les *Rockers* formaient une seule organisation criminelle, un seul gang, au sens de l'article 467.1 du *Code criminel*. Toute personne voulant s'y joindre devait adhérer aux valeurs communes de ses membres dont, notamment, l'objectif d'expansion du territoire de vente de drogues en vue de créer un monopole. En effet, le trafic de cocaïne constituant la principale activité de l'organisation, sans toutefois être la seule, il devenait nécessaire d'éliminer la concurrence. Les membres en règle *Nomads* étaient les dirigeants du réseau et les *Rockers* se partageaient les territoires de vente où travaillaient leurs revendeurs. Ce commerce lucratif générait un fort volume d'activité qui pouvait se chiffrer à plusieurs millions de dollars par année. Chacun des membres de l'organisation participait au trafic de drogues, soit de manière directe, soit de manière indirecte, en participant financièrement à l'effort commun. Il en était de même du complot en vue de commettre des meurtres : bien que tous ne commettaient pas directement de tels crimes, chacun connaissait l'existence de la guerre pour le contrôle du marché de la drogue et adhérait à l'objectif commun d'expansion. Ainsi, chacun, directement ou indirectement, en contribuant financièrement, en colligeant de l'information sur les ennemis ou, encore, en participant autrement aux activités du gang, aidait ou encourageait les auteurs véritables à commettre des meurtres, principalement de membres de groupes rivaux, afin de conserver ou d'agrandir leur territoire de vente.

[12] Pour démontrer que sa théorie s'incarnait dans la réalité, la poursuite a présenté une preuve en dix blocs, soit :

- 1) les perquisitions et les saisies;

- 2) la surveillance physique;
- 3) les réunions (« messes ») des *Rockers* et l'écoute électronique;
- 4) la preuve de deux tentatives de meurtre à l'explosif en vue d'éliminer des membres des *Rock Machines*;
- 5) les témoins repentis et les agents source;
- 6) la collaboration d'une employée de la Société d'assurance automobile du Québec aux fins de fournir de l'information sur le camp adverse;
- 7) le projet Océan;
- 8) la négociation d'une trêve avec les *Rock Machines*;
- 9) la reprise des hostilités et certaines arrestations survenues le 15 février 2001;
- 10) une preuve complémentaire.

[13] Selon la poursuite, cette preuve étayait sa théorie et était amplement suffisante pour supporter des verdicts de culpabilité.

[14] Les appelants n'ont présenté aucune preuve en défense. Ils estiment que la poursuite n'a pas démontré, hors de tout doute raisonnable, leur culpabilité. Selon eux, la poursuite a tenté de les faire déclarer coupables par simple association avec les *Hells Angels* ou les *Rockers*. Or, soumettent-ils, le simple fait d'être membre de ces groupes ne saurait constituer une preuve suffisante de participation à un complot en vue de commettre des meurtres ou de participer à un trafic de drogues. Les appelants font également grief au juge de première instance d'avoir permis une preuve de conduite indigne hautement préjudiciable, d'avoir autorisé la poursuite, dans le cadre de la preuve du complot, à faire une preuve de ouï-dire inadmissible et préjudiciable, et d'avoir erronément instruit le jury dans le cadre de ses directives. Enfin, ils invoquent l'inconstitutionnalité de l'article 467.1 du *Code criminel*.

2. LES FAITS

[15] Vu la nature et, surtout, l'ampleur de la preuve, l'exposé des faits sera brossé à grands traits. Un résumé de cette preuve a d'ailleurs été préparé par l'intimée dans son mémoire; les appelants ont été invités, par la Cour, à le commenter et à y ajouter. Conséquemment, l'exposé qui suit reflétera leur présentation respective. Finalement, certains faits d'une importance particulière seront abordés, au fur et à mesure que seront traités les divers moyens d'appel.

[16] Le 28 mars 2001, des perquisitions ont lieu au domicile des appelants Bordeleau, Lefebvre, Moreau et Mayrand, de même qu'à celui de coaccusés. Elles permettent la découverte de nombreux objets démontrant l'appartenance des appelants aux deux groupes visés par l'enquête soit les *Hells Angels Nomads* et les *Rockers*. Elles établissent également, en les analysant à la lumière de l'ensemble de la preuve, que ces deux groupes constituaient une seule et même organisation criminelle, dont l'activité principale était le trafic de cocaïne à grande échelle. Selon Serge Boutin, un témoin repent, jusqu'à cent revendeurs ont pu travailler pour lui au cours d'une même période. Dans le cadre de l'administration de la preuve ressortant au bloc 7, la poursuite a démontré, grâce à la surveillance physique, aux perquisitions et à l'écoute électronique, que des membres des *Nomads* recevaient, comptaient, divisaient et transportaient l'argent comptant obtenu par ce commerce, soit plusieurs millions de dollars.

[17] De plus, l'enquête policière ainsi que les perquisitions et saisies révèlent que durant la période contemporaine aux accusations et au cours des cinq années précédentes, les appelants et d'autres membres de l'organisation ont commis de nombreux actes criminels. Quant aux appelants Bordeleau, Moreau, Mayrand, Couture et Fournier, il s'agit notamment de la possession d'armes à feu. Dans le cas de Bordeleau, on parle d'un important attirail d'armes et de munitions, dont un mécanisme de contrôle à distance d'explosifs et un fusil lance-grenade.

[18] La preuve de surveillance physique (filature), parfois filmée sur bande vidéo, permet de constater les nombreux déplacements et les nombreuses activités et rencontres impliquant quotidiennement les membres de l'organisation, dont les appelants. On y voit notamment les membres arborant leurs signes distinctifs (« *patches* »), qui les relient soit aux *Hells Angels*, soit aux *Rockers*, et permettent d'établir leur statut au sein de ces groupes. On y constate également l'importance du langage codé et du secret entourant leurs communications, qu'elles soient orales ou gestuelles. On y remarque, également, la surveillance armée (« *watch* ») effectuée durant les rencontres.

[19] Les centaines de conversations privées interceptées par la police mettent en cause tant les appelants que leurs coaccusés et permettent de saisir la nature de leurs rapports de même que le souci d'en assurer la discrétion (langage codé) afin de maintenir le bon fonctionnement des activités de l'organisation.

[20] Cinq réunions, aussi appelées « *messes* », impliquant des membres en règle des *Rockers*, ont été enregistrées sur bande vidéo, alors qu'une autre réunion a été enregistrée uniquement sur bande audio. Les appelants Fournier, Lefebvre, Moreau et Couture ont participé à certaines de ces rencontres. Les *Nomads* pouvaient y assister. Les *strickers* et les *hang around* faisaient la surveillance armée pendant la tenue des réunions. Assemblées périodiques, ces réunions s'apparentent à celles d'un conseil d'administration. Elles sont structurées, soigneusement préparées et ensuite résumées

dans un compte-rendu. Un comité restreint détermine d'abord l'ordre du jour, avant l'arrivée des autres participants. Les discussions portent sur divers sujets, tous reliés aux activités de l'organisation. Il y est question de la contribution financière de chacun (notamment, les membres en règle et les *strickers* donnent 10 % de leurs revenus commerciaux, en plus d'une somme de 200 \$ que tous doivent verser mensuellement), des honoraires des avocats, des assignations en vue de la surveillance armée, de la protection des *Nomads* assurée par les *Rockers*, du vote autorisant la progression des membres au sein de l'organisation, de l'échange d'information concernant les groupes ennemis, de la division du territoire pour la vente de drogues, du prix de vente, de l'arbitrage des différends, de la situation des détenus, de la suspension d'un membre pour non-respect des règles, etc. Enfin, on prend soin de nettoyer soigneusement les lieux après la fin de la rencontre.

[21] La preuve démontre également qu'à deux occasions, en 1996 et 1997, l'organisation a voulu assassiner des membres des *Rock Machines* en tentant de faire exploser deux immeubles où ces derniers devaient se réunir. L'objectif n'a pas été atteint puisque la police a découvert les explosifs avant le jour prévu pour les attentats.

[22] Le témoin repent, Peter Paradis, autrefois membre des *Rock Machines*, a expliqué que, durant les hostilités, il devait porter une veste pare-balles pour se protéger des *Hells Angels* et des *Rockers*. Avant son arrestation, en janvier 2000, il avait d'ailleurs perdu son territoire au profit de ces derniers. Patrick Hénault, un autre témoin repent, a, lui aussi, témoigné de cette guerre. Relié d'abord aux *Palmers* et aux *Dark Circle* et, ensuite, aux *Rock Machines*, il a décrit la violence qui entourait la prise de contrôle des territoires de vente.

[23] D'autres témoins repentis, Stéphane Gagné et Serge Boutin ainsi qu'un agent source, Stéphane Sirois, autrefois membres de l'organisation, ont expliqué les rapports entre les membres de l'organisation, les règles internes et la hiérarchie, le vocabulaire, les signes utilisés, les conditions pour gravir les échelons, les divers actes criminels commis par les membres de l'organisation, l'origine et les circonstances de la guerre entre les groupes rivaux, la recherche d'information sur les membres des groupes opposés, etc. Ils ont également témoigné de l'importance du trafic de cocaïne et de la participation des appelants aux activités du groupe. Par exemple, André Couture faisait le trafic de cocaïne, s'occupait de la comptabilité et percevait l'argent. Bruno Lefebvre vendait de la cocaïne sur le territoire de Verdun et de Lasalle. Il faisait également partie de l'équipe de *base-ball*, ceux qui agressaient les revendeurs et tenanciers de bar qui faisaient affaire avec les concurrents. Luc Bordeleau est devenu *hang around* chez les *Nomads* pendant la détention de Serge Boutin, pour être ensuite promu au rang de *prospect*. Richard Mayrand fut longtemps membre des *Hells Angels* de Montréal avant de rejoindre les rangs des *Nomads*. Sylvain Moreau était membre des *Rockers* et a vendu des stupéfiants pour Daniel Lanthier et Stéphane Sirois. Éric Fournier était *stricker* chez les *Rockers*.

[24] Les services d'une employée de la Société de l'assurance automobile du Québec ont été retenus afin d'obtenir des renseignements sur le camp adverse. En échange de 200 \$, elle fournissait l'adresse correspondant à un nom ou à un numéro d'immatriculation d'un véhicule automobile. Elle a ainsi fait des recherches à l'égard de 15 noms. Par ailleurs, on a retrouvé en possession des appelants Bordeleau, Lefebvre, Mayrand et Moreau une copie d'un album composé par des agents de la Sûreté du Québec comportant plusieurs photographies de membres de bandes rivales. On a saisi, à la rue Eadie, outre plusieurs objets identifiés au nom de l'appelant Bordeleau et la copie de l'album de photos ci-haut mentionné, un document contenant les coordonnées de deux membres de bandes rivales. Chez l'appelant Mayrand, on a aussi retrouvé des photographies de membres des *Rock Machines* et des *Outlaws* de même qu'un CD contenant des photographies tirées du matériel informatique volé à un policier. Lors de son arrestation, le 15 février 2001, on a saisi sur Mayrand des notes manuscrites identifiant les coordonnées de membres de groupes rivaux.

[25] Voilà donc l'exposé général de la trame factuelle. Tel que mentionné précédemment, les circonstances particulières à chacun des appelants seront relatées dans le cadre de l'examen des moyens d'appel.

3. UNE QUESTION PRÉLIMINAIRE : la requête pour production de nouvelle preuve

[26] Le 30 avril 2007, à quelques jours de l'audition en appel, les appelants ont présenté une requête pour production de nouvelle preuve (art. 683 du *Code criminel*) par laquelle ils demandent de faire entendre 19 témoins et de produire la preuve ainsi recueillie au dossier de la Cour. La requête est fondée sur la proposition suivante : en échange de leurs témoignages complaisants, les témoins repentis ont bénéficié de certains avantages dont, notamment, des libérations anticipées. Les appelants plaident que les libérations anticipées accordées aux témoins repentis étaient illégales puisque ceux-ci n'étaient pas admissibles au programme d'encadrement en milieu ouvert (PEMO). Ils précisent que la poursuite a omis de divulguer à la défense cet avantage important consenti à ces témoins repentis.

[27] Voici le contexte dans lequel s'inscrit la requête : à l'automne 2006, un dénommé Jean-Claude Bergeron présente une demande d'*habeas corpus* devant un juge de la Cour supérieure dans laquelle il reproche à l'État de ne pas avoir respecté les engagements consignés dans un contrat de témoin repentis intervenu en 1994. Lors de la présentation de sa demande, Bergeron plaide que les autorités ne lui ont pas accordé les avantages consentis à d'autres témoins repentis et, pour étayer sa proposition, il fait entendre diverses personnes œuvrant dans le milieu carcéral. Bergeron présente une demande de réparation en vertu de l'article 24(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* (*Charte*). Le juge Fraser Martin, de la Cour supérieure, conclut à une violation des clauses contractuelles et, ce faisant, à une violation de l'article 7 de la *Charte*. Conséquemment, le juge ordonne une série de

mesures réparatrices². Il importe de souligner que Bergeron n'est pas un témoin repentini relié à ce dossier.

[28] Les appelants demandent que soit produite la preuve entendue devant la Cour supérieure, dans le dossier Bergeron et qu'il leur soit permis de faire entendre d'autres témoins – agents du Service correctionnel, directeurs d'établissements provinciaux, etc. – pour établir que la majorité des témoins repentis reliés au présent dossier ont bénéficié d'une libération anticipée illégale. Selon eux, la poursuite savait que cet avantage serait consenti aux témoins repentis et elle aurait dû, dans le cadre de son obligation de divulgation de la preuve, le dévoiler aux avocats de la défense.

[29] L'intimée plaide, d'une part, que la requête pour nouvelle preuve n'a pas été présentée avec diligence raisonnable et, d'autre part, que les appelants savaient que certains témoins repentis étaient déjà en liberté lorsqu'ils ont rendu témoignage et connaissaient, également, le régime des avantages reliés à la remise en liberté octroyée aux témoins repentis. De plus, elle estime que la preuve nouvelle ne pourrait raisonnablement influencer sur l'issue du procès puisque les privilèges et avantages octroyés aux témoins repentis ont déjà été pleinement présentés et plaidés devant le jury.

[30] Les principes fondamentaux relatifs à l'admissibilité d'une nouvelle preuve en appel ont été énoncés dans l'arrêt *R. c. Palmer*³. Ces critères de recevabilité ont été réitérés, de façon constante, par les tribunaux⁴.

[31] Ces critères peuvent être résumés ainsi :

1. la preuve nouvelle, malgré la diligence raisonnable de la partie, n'était pas disponible en première instance;
2. la preuve nouvelle doit être pertinente, porter sur une question décisive ou potentiellement décisive;
3. la preuve doit être plausible;
4. cette preuve, si l'on y ajoute foi, aurait influé sur le résultat du procès.

[32] Il faut analyser ces critères au regard des circonstances particulières de la requête pour nouvelle preuve et les apprécier dans le contexte de l'ensemble de l'affaire.

² *Bergeron c. Québec (Procureur général)*, 2006 QCCS 7250, conf. par 500-10-003728-076 C.A. (12 septembre 2007).

³ [1980] 1 R.C.S. 759 [*Palmer*].

⁴ *R. c. McAnepsie*, [1993] 4 R.C.S. 501; *R. c. Lévesque*, [2000] 2 R.C.S. 487; *R. c. Angellilo*, [2006] 2 R.C.S. 728.

[33] Il importe de préciser que le seul but visé par la preuve nouvelle est d'établir qu'un système de remise en liberté des témoins repentis a été mis en place à la connaissance de la poursuite, et ce, sans être divulgué à la défense. Selon les appelants, s'ils avaient eu connaissance de ce système, ils auraient pu miner la crédibilité des témoins repentis en dénonçant cet avantage.

[34] Aucun des critères de l'arrêt *Palmer*⁵ ne trouve application en l'espèce.

[35] Le critère de la diligence raisonnable doit être interprété largement en matière criminelle; il faut déterminer si les éléments de preuve dont on cherche l'admissibilité étaient disponibles au moment du procès ou, encore, s'ils auraient pu être produits, lors du procès, en faisant preuve de diligence raisonnable. Toutefois, si ces éléments sont convaincants, le critère de diligence raisonnable cèdera le pas devant l'intérêt supérieur de la justice.

[36] En l'espèce, il apparaît clairement du dossier que les éléments de preuve nouveaux étaient connus des appelants. La preuve laisse voir que même avant le début du deuxième procès, le système de remise en liberté des témoins repentis était déjà en place, et ce, à la connaissance des appelants. De plus, l'avantage de purger une peine dans un établissement provincial plutôt que dans un pénitencier avait également été porté à la connaissance des appelants dès le premier procès.

[37] En effet, le dossier révèle que les avocats des appelants savaient pertinemment que des avantages étaient accordés aux témoins repentis ou, à tout le moins, ne pouvaient sensément l'ignorer. Il faut se rappeler que les appelants se pourvoient contre des verdicts de culpabilité rendus au terme d'un deuxième procès puisque le premier procès a avorté, en juillet 2002, à la suite du désistement du juge. Or, lors de ce premier procès, la question de la libération anticipée des témoins repentis avait fait l'objet de contre-interrogatoires serrés. Ainsi, le témoin repent Peter Paradis, condamné à une peine d'emprisonnement de 12 ans, en 2000, a été longuement contre-interrogé par l'avocat des appelants Bordeleau et Mayrand sur les raisons de sa mise en liberté, en avril 2002 :

Q. [...] la date de votre sentence?

R. Ça, c'était dans l'année 2000.

Q. En 2000. Vous êtes condamné à douze (12) ans, en 2000 ?

R. Oui.

Q. On est en 2002.

⁵ *Palmer, supra*, note 3.

R. Oui.

Q. Et vous êtes dehors depuis avril?

R. Oui.

Q. C'est douze (12) ans qui passent vite!

R. Oui.

Q. C'est ça?

R. Oui.

Q. Une chance qu'on est pas tous de même, on aurait cent (100) ans chacun. Mais je ne comprends pas le *pattern*.

[...]

Q. Au moment où vous avez été condamné à sept (7) ans pour gangstérisme, est-ce qu'il y avait un minimum de sentence à purger avant d'être éligible à une libération conditionnelle?

R. Honnêtement, je ne peux pas vous répondre.

Q. Vous ne pouvez pas me répondre. Ce que j'aimerais savoir, c'est comment ça se fait que vous êtes sorti deux (2) ans après, après avoir été condamné à douze (12) ans?

R. Bien, là, je le sais pas pourquoi, mais je sais que j'avais un psychologue à suivre, j'avais des programmes à suivre.

Q. Vous aviez un contrat?

R. J'ai eu un contrat, oui.

[...]

Q. [...] O.K., douze (12) ans, on est d'accord, c'est une sentence de pénitencier fédéral?

R. Oui.

Q. Bon. La permission de faire du temps, votre temps, en fait, dans un établissement provincial vous accorde un avantage?

R. Oui.

[...]

Q. O.K., je vous le dis. Donc, à ce moment-là, la raison pour laquelle vous, vous êtes sortis de prison au bout de deux (2) ans après avoir été condamné à douze (12) ans, c'est parce que vous aviez obtenu la permission de faire votre temps dans une prison provinciale?

R. Je ne suis pas au courant des détails, mais je sais que c'est une entente provinciale-fédérale.

[...]

Q. Suite au fait que vous avez obtenu la permission de faire votre sentence dans une prison provinciale, vous sortez de prison deux (2) ans après l'imposition de votre sentence de douze (12) ans?

R. oui.

[...]

Q. [...] Et vous êtes d'accord avec moi pour dire que si vous aviez fait votre sentence de douze (12) ans dans une prison fédérale, avec un gangstérisme, vous seriez encore au pénitencier au moment où on se parle?

R. Je ne suis pas un avocat, mais ça... il y a de bonnes chances, oui.

[38] Les témoins repentis ayant témoigné lors du deuxième procès sont au nombre de cinq : Stéphane Gagné, Serge Boutin, Patrick Hénault, Peter Paradis et Elias Lekkas. S'ajoute Stéphane Sirois, agent source, qui était un membre du groupe.

[39] Le cas de Stéphane Gagné ne saurait être utile aux appelants puisqu'il est toujours détenu à la suite d'une condamnation pour meurtre au premier degré. Il a témoigné devant le juge Martin, en octobre 2006, affirmant qu'il purgeait alors une peine d'emprisonnement à vie avec la possibilité de présenter, après 15 ans, une demande de révision judiciaire en application de l'article 745.6 du *Code criminel*. Il n'y a là rien d'exceptionnel.

[40] Tel qu'expliqué précédemment, Peter Paradis était déjà en liberté au moment de son témoignage, lui qui avait été condamné à une peine d'emprisonnement de 12 ans en 2000. Serge Boutin était toujours détenu lorsqu'il a témoigné, en septembre 2003, mais il a obtenu sa libération en février 2006. Il a toutefois été contre-interrogé sur les avantages découlant de son contrat de témoin repent et a même affirmé qu'il était le seul à ne pas avoir bénéficié des congés humanitaires ou des sorties PEMO.

[41] Il est vrai que Patrick Hénault était détenu au moment de son témoignage, en janvier 2004, et a obtenu sa libération en mai 2004, soit après la fin du procès. Les

appelants ont cependant eu l'occasion de le contre-interroger et pouvaient, à la lumière des autres contre-interrogatoires, vérifier la nature des avantages qui lui avaient été consentis ou promis. De plus, il a témoigné dans le cadre d'un autre procès tenu au printemps et à l'été 2004, alors qu'il était déjà en liberté, de sorte que les appelants étaient en mesure de connaître son statut bien avant la présentation de la requête pour production de preuve nouvelle.

[42] Bref, les appelants connaissaient les avantages découlant des contrats des témoins repentis ou étaient aisément en mesure de les connaître, et ce, avant ou pendant la tenue du deuxième procès.

[43] Par ailleurs, la preuve administrée devant la Cour supérieure, dans le dossier Bergeron, n'établit pas l'existence d'une entente secrète entre le Service correctionnel et la poursuite afin que les témoins repentis bénéficient de sorties anticipées ou prolongées. De plus, ce fait était bien connu lors du procès puisque Boutin a longuement témoigné à cet égard.

[44] Finalement, la preuve nouvelle, même si elle avait quelque pertinence, ne porte pas sur une question potentiellement décisive. En effet, la question des libérations anticipées des témoins repentis a fait l'objet de contre-interrogatoires serrés dans le cours du premier et du second procès et a été amplement soumise à l'examen du jury, de sorte qu'il a pu évaluer et jauger la crédibilité de ces témoins en tenant compte des avantages qui leur avaient été consentis.

[45] Cette preuve, à supposer qu'on y ajoute foi, n'aurait pas influé sur le résultat du procès. En effet, non seulement les éléments nouveaux que l'on cherche à mettre en preuve ont-ils été portés à la connaissance du jury, mais le juge en fait état dans ses directives et les avocats de la défense les ont amplement abordés dans leurs plaidoiries. Qu'il suffise de prendre connaissance de la plaidoirie du procureur de l'appelant Bordeleau, lorsqu'il commentait la libération conditionnelle hâtive de Peter Paradis :

Les délateurs. Après tout ce que Paradis a fait, il est sorti après deux ans de prison, au lieu de 12 ans. Ce qui, de l'avis même du Juge, est assez surprenant, pour ce type de crime. Ce n'était pas dans son contrat, ça, de sortir après deux ans. Les gros avantages sont en dehors des contrats, comme des libertés hâtives ou des petites sorties spéciales.

[46] L'avocat de l'appelant Moreau, a également attiré l'attention du jury sur les avantages dont ont pu bénéficier les témoins repentis :

Alors, quant à Serge Boutin, et il c'est le plus surprenant, Serge Boutin on sait tous aujourd'hui que Serge Boutin a accepté de plaider coupable à une accusation réduite d'homicide involontaire coupable avec une sentence à la clé de perpétuité. Sentence qui veut dire, de perpétuité, qui veut dire, dans son cas,

avec l'assurance qu'il a dans son cas, qu'il sera entendu par la Commission des libérations conditionnelles, tout au plus, sept ans après le début de son incarcération. Cependant, il y a d'autres assurances que ça, il a eu des assurances de la police, il a eu des assurances des procureurs qu'il pourrait bénéficier de largesses avant cela.

Dans le contre-interrogatoire que j'ai fait de monsieur Boutin, monsieur Boutin nous a révélé ceci : c'est que lorsqu'on est condamné à perpète ou sur une sentence vie, trois ans avant que la comparution probable aux Commissions des libérations conditionnelles, on peut bénéficier de semi-libertés. Or, monsieur Boutin, dans son témoignage, était absolument persuadé qu'il serait admissible à une semi-liberté après quatre ans de détention.

[47] Conséquemment, les avocats des appelants, en toute connaissance, ont plaidé, devant les jurés, les faits qui sous-tendent la requête pour nouvelle preuve. Par ailleurs, le juge président le procès a fait une mise en garde de type *Vetrovec*⁶, dans ses directives, en énumérant les motifs de reproche à l'égard de chacun des témoins repentis.

[48] Plusieurs mois après la mise en délibéré des appels, l'appelant Fournier a fait tenir à la Cour une lettre exposant des faits susceptibles d'étayer la demande pour production de nouvelle preuve, et ce, sans présenter de requête formelle ni obtenir l'autorisation d'énoncer ces faits. Même en tenant pour acquis que l'appelant Fournier ait régulièrement présenté sa demande, aucune des conclusions de la Cour n'aurait été altérée par la prise en considération de ces faits qui constituent une redite de la demande originale des appelants.

[49] Conséquemment, la preuve dont les appelants recherchent la production ne satisfait pas les critères reconnus et, la requête est rejetée.

4. ANALYSE

[50] Les appelants invoquent les moyens d'appel suivants :

A- L'Honorable juge de première instance a commis une erreur de droit en rejetant la requête visant à faire déclarer inconstitutionnel l'article 467.1 du *Code criminel*;

B- L'Honorable juge de première instance a commis des erreurs de droit qui ont entaché l'équité même du procès :

I. en admettant une preuve de conduite indigne, sans avoir au préalable décidé de sa valeur probante en fonction de ses effets préjudiciables;

⁶ R. c. *Vetrovec*, [1982] 1 R.C.S. 811.

II. en admettant, sous prétexte qu'il s'agit de remplir les premières conditions du test de *Carter*, des preuves de ouï-dire et d'actes manifestes par ailleurs inadmissibles, peu fiables, faibles et hautement préjudiciables;

III. en donnant au jury des directives erronées :

- i. quant à l'application de la théorie des actes manifestes à toutes les étapes du test de *Carter*;
- ii. quant à l'application de la théorie des actes manifestes relativement à une infraction de trafic de stupéfiants;
- iii. quant à la présomption d'intention et de connaissance (aveuglement volontaire);
- iv. quant à l'infraction de complot pour meurtre;
- v. quant à l'infraction de gangstérisme;
- vi. directives trop complexes pour être comprises par un jury;
- vii. quant à la preuve de conduite indigne;
- viii. quant à l'erreur de type *Miller* (l'invitation du juge au jury de ne retenir que la preuve crédible et fiable);
- ix. quant au témoignage de Stéphane Faucher;
- x. quant à la preuve circonstancielle;
- xi. quant à l'irrecevabilité de la preuve présentée au soutien du chef N° 4 (trafic de 1995-1997) qui a fait l'objet d'un arrêt des procédures, devenue dès lors illégale et inadmissible au soutien du chef N° 6 (trafic 1997-2001);
- xii. quant à la thèse de la défense;

C- Le jury a rendu un verdict déraisonnable;

D- Motif propre à chaque appelant :

- Bordeleau et Mayrand : le juge a erré en rejetant la requête pour déclarer abusives l'arrestation du 15 février 2001 et les fouilles ancillaires (chose jugée);
- Lefebvre : requête pour procès séparé re complot pour meurtre;

- Couture : requête en exclusion d'une preuve (carnet d'adresses 1997).

[51] À l'audience, seulement quatre moyens ont été plaidés, soit :

- L'inconstitutionnalité de l'article 467.1 du *Code criminel*;
- L'erreur du juge dans ses directives relatives au complot de meurtre;
- L'erreur du juge dans ses directives relatives aux actes manifestes;
- La recevabilité de la preuve de conduite indigne, du carnet d'adresses et de la preuve par ouï-dire lors de l'examen de la méthode *Carter*.

[52] Les appelants nous renvoient à leur mémoire pour les autres moyens. Seuls les moyens plaidés à l'audience de même que ceux concernant la requête pour procès séparés et la plaidoirie de la poursuite méritent l'examen de la Cour.

4.1 La constitutionnalité de l'article 467.1 du Code criminel

[53] Les appelants allèguent que l'article 467.1 du *Code criminel*, en vigueur lors de la période visée par les infractions, doit être déclaré inconstitutionnel puisqu'il (1) les prive du droit à un procès juste et équitable en faisant reposer leur culpabilité sur une preuve insurmontable de mauvaise réputation et sur la commission d'actes criminels par des tiers, (2) porte atteinte à la présomption d'innocence en permettant l'admissibilité d'éléments de preuve hautement préjudiciables dont les condamnations antérieures et les plaidoyers de culpabilité de tiers et, finalement, (3) constitue une disposition législative de nature ambiguë et à portée excessive.

[54] L'article 467.1, ainsi que l'article 2 qui définit la notion de gang, sont entrés en vigueur le 2 mai 1997 lors de l'adoption de la *Loi modifiant le Code criminel (gangs) et d'autres lois en conséquence*, L.C. 1997, ch. 23. Ces dispositions se lisent ainsi :

2. [Définitions] Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

[« gang »] « gang » Groupe, association ou autre organisation d'au moins cinq personnes, constitué de façon formelle ou non et qui remplit les conditions suivantes :

- a) l'une de ses principales activités consiste à commettre des actes criminels définis par la présente loi ou une autre loi fédérale et passibles d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus;
- b) ses membres ou certains d'entre eux commettent ou ont commis, au cours des cinq dernières années, une série d'actes criminels passibles d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus.

467.1 (1) [Participation aux activités d'un gang] Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque, à la fois :

- a) participe aux activités d'un gang, ou y contribue de façon importante, tout en sachant que les membres de celui-ci ou certains d'entre eux commettent ou ont commis, au cours des cinq dernières années, une série d'actes criminels définis par la présente loi ou une autre loi fédérale et passibles d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus;
- b) est partie à la perpétration d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus et commis au profit ou sous la direction du gang, ou en association avec lui.

(2) [Peines consécutives] La peine infligée à une personne pour une infraction prévue au paragraphe (1) est purgée consécutivement à toute autre peine sanctionnant une autre infraction basée sur les mêmes faits et à toute autre peine en cours d'exécution.

[55] Le 7 janvier 2002, la *Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et application de la loi) et d'autres lois en conséquence*, L.C. 2001, ch. 32 (projet de loi C-24) a remplacé la disposition en cause par l'adoption des articles 467.1 (définitions), 467.11 (infraction de participation aux activités d'une organisation criminelle), 467.12 (infraction de commettre un acte criminel au profit d'une organisation criminelle) et 467.13 (infraction de charger une personne de commettre une infraction).

[56] En substance, les appelants allèguent que la disposition en litige les prive du droit à un procès juste et équitable et compromet la présomption d'innocence en permettant la détermination de la culpabilité sur la foi d'une preuve de mauvaise réputation et d'une preuve d'actes criminels commis par des tiers. Selon eux, la définition même de l'infraction incorpore une preuve de propension en tant qu'élément constitutif de gangstérisme, ce qui empêche le juge d'évaluer la pertinence et l'effet préjudiciable de cette preuve et, conséquemment, d'en diminuer l'impact. De plus, selon les appelants, « ...en autorisant des preuves de oui-dire et des témoignages d'opinion, les articles 467.1 et 2 du Code criminel enfreignent les règles de base de notre droit de la preuve [...] en mettant à la charge de l'accusé un lourd fardeau puisqu'il [...] doit réfuter une preuve de oui-dire ou de conduite indigne. ».

[57] Finalement, les appelants estiment que le caractère flou et imprécis de l'article 467.1 empêche que l'on puisse légalement conduire un débat judiciaire de nature pénale : la nature des actes criminels n'est pas définie, le lien de ces actes criminels avec l'infraction de gangstérisme n'est pas précisé, les moyens de preuve de ces éléments ne sont pas identifiés et, finalement, la locution « au cours des cinq dernières

années » n'est pas explicitée. Ceci étant, la disposition risque de se voir conférer une portée excessive.

[58] Ces moyens ont déjà été analysés et décidés dans *Carrier c. R.*⁷ Ce jugement de la Cour supérieure a été repris, avec approbation, par la Cour d'appel dans *Pronovost c. R.*⁸ dont l'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada a été refusée⁹.

[59] Selon les appelants, la disposition, qui permet la preuve d'antécédents judiciaires et de déclarations de culpabilité, incluant celles fondées sur des plaidoyers de culpabilité, et ce, afin de prouver la définition de gang, ferait naître une présomption de culpabilité qui viole les garanties juridiques reconnues par la *Charte*.

[60] Dans *Carrier*¹⁰, le juge Beaulieu détermine que le fardeau de preuve de la poursuite l'oblige à établir les éléments suivants :

Par ailleurs, à l'occasion d'un procès impliquant plusieurs accusés, il se peut que la poursuite fasse la preuve des antécédents judiciaires et d'actes criminels commis par les membres du gang. Si tel était le cas, il n'y aurait pas atteinte à l'article 11d) pour les raisons suivantes :

- Lorsque admise, une telle preuve ne doit servir qu'à apprécier la crédibilité de l'accusé : dans le présent cas, on ne cherche même pas à s'attaquer à la crédibilité de l'accusé, on cherche plutôt à prouver l'un des éléments de l'infraction;
- Lorsqu'un accusé témoigne, la poursuite peut le contre-interroger mais seulement sur le fait de la condamnation elle-même et non sur la conduite qui a conduit à cette condamnation ou à toutes autres circonstances; en l'espèce, ce n'est également que la preuve de la condamnation elle-même qui est recherchée;
- La Cour suprême a souligné que « [...] *la production en preuve des condamnations antérieures ne fait naître aucune présomption de culpabilité ni aucune présomption que l'accusé est indigne de foi.* »¹¹;
- Le rôle du juge est de permettre la preuve tout en veillant à protéger le ou les coaccusés : il doit minimiser le préjudice subi par l'un des coaccusés et garder en tête la raison de la mise en preuve des antécédents et donner aux jurés les directives appropriées;

⁷ J.E. 2001-645, [2001] R.J.Q. 628 (C.S.) [*Carrier*].

⁸ 2006 QCCA 982, J.E. 2006-1675 (C.A.) [*Pronovost*].

⁹ C.S.C., 31700 (5 avril 2007).

¹⁰ *Carrier*, *supra*, note 7, p. 17.

¹¹ *R. c. Corbett*, [1988] 1 R.C.S. 670 [*Corbett*], p. 687.

- Le droit de la preuve comporte un principe d'inclusion selon lequel il est permis d'introduire en preuve tout élément qui sert logiquement à prouver un fait en litige, sous réserve, bien entendu, des règles d'exclusion. Selon la Cour suprême, « *[e]n cas de doute, il vaut mieux pécher par inclusion que par exclusion et, [...], conformément à la transparence de plus en plus grande dans notre société, nous devrions nous efforcer de favoriser l'admissibilité, à moins qu'il n'existe une raison très claire de politique générale ou de droit qui commande l'exclusion.* »¹²;
- Le législateur connaissait la règle concernant les antécédents judiciaires et a tout de même exigé que le ministère public fasse une telle preuve : les tribunaux doivent faire preuve de déférence à l'égard des choix du législateur¹³;

En conclusion de ce qui précède, l'exigence imposée au ministère public de prouver, s'il y a lieu, la commission de certains actes criminels et de mettre en preuve des antécédents judiciaires, ne porte pas atteinte aux articles 7 et 11d) de la *Charte*. Ni la liberté, ni la présomption d'innocence, ni l'équité du procès n'en sont affectées.

[61] Le juge a retenu la solution juridique proposée dans *Carrier* et rejeté les moyens de contestation constitutionnels des appelants.

[62] Dans *Pronovost*¹⁴, la Cour d'appel a conclu à la validité constitutionnelle de la disposition et rejeté les moyens de contestation similaires à ceux présentés par les appelants en référant, explicitement, au jugement rendu dans *Carrier*. S'exprimant au nom de la Cour, le juge Morin écrit :

[68] Je ne trouve rien à redire à l'encontre de ce jugement [*Carrier*] qui est fort bien motivé. Il y a lieu de souligner que ses motifs ont été invoqués par la suite par le juge Pierre Béliveau qui, dans l'affaire *R. c. Beauchamp*¹⁵, a déclaré « l'ancien article 467.1 C.cr. conforme à la *Charte* et, par voie de conséquence, constitutionnellement valide ».

[69] Il paraît bon d'ajouter que la Cour supérieure de l'Ontario, dans l'affaire *R. c. Lindsay*¹⁶, a décidé que les nouveaux articles 467.1 et 467.12 du *Code criminel*, entrés en vigueur le 7 janvier 2002, ne sont pas trop vagues, n'ont pas une portée excessive et ne contreviennent pas à l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Or, comme la juge Fuerst le signale dans son

¹² *Corbett, ibid.*, p. 697.

¹³ Voir notamment : *R. c. Goltz*, [1991] 3 R.C.S. 485; *R. c. Guiller* (1986), 48 C.R. (3d) 226 (C. dist. Ont.) approuvé par le juge Lamer dans *R. c. Luxton*, [1990] 2 R.C.S. 711.

¹⁴ *Carrier, supra*, note 7.

¹⁵ [2002] R.J.Q. 3086.

¹⁶ 20 C.R. (6th) 376.

jugement, les nouveaux articles du *Code criminel* ont élargi la portée des dispositions relatives à la participation aux activités d'une organisation criminelle. Elle a, par ailleurs, cité, apparemment en les approuvant, les jugements rendus dans les affaires *Carrier* et *Beauchamp* que je viens de mentionner.

[63] Vu ce qui précède, il y a lieu d'appliquer au présent litige la même solution juridique qui a été retenue dans les décisions précitées. Conséquemment, le moyen fondé sur l'inconstitutionnalité des dispositions litigieuses est rejeté.

4.2 La requête pour procès séparés

[64] Le 26 septembre 2002, une requête demandant la division de l'acte d'accusation et la tenue de procès séparés a été présentée au juge de première instance qui l'a rejetée, le 19 novembre 2002.

[65] Au moment où le jugement de première instance a été rendu, la requête ne visait plus que trois des accusés, Dany St-Pierre, André Couture et Bruno Lefebvre, puisqu'un jugement déclaratoire avait eu pour effet d'entraîner le désistement de sept des dix coaccusés. Il faut souligner, également, que l'un d'eux, Dany St-Pierre, a plaidé coupable en janvier 2003. Ceci étant, seuls les appelants Couture et Lefebvre conservent un intérêt juridique dans la présentation de ce moyen d'appel.

[66] Le juge de première instance souligne d'entrée de jeu que le procès des 17 accusés (dont les appelants) a d'abord été présidé par un autre juge qui a choisi d'en abandonner la gestion à la suite d'une décision du Conseil canadien de la magistrature. Puis, il examine la requête préliminaire pour procès séparés à l'aune des critères énoncés par le juge Proulx, dans *R. c. Cross*¹⁷ :

[38] Ainsi, l'accusé qui présente une requête visant à obtenir des procès séparés assume le fardeau de démontrer au tribunal, selon la balance des probabilités, que les intérêts de la justice requièrent des procès séparés.

[39] Les tribunaux ont retenu un ensemble de facteurs visant à évaluer la nécessité de tenir des procès séparés : (1) la suffisance du lien factuel et juridique entre les divers chefs d'accusation, (2) le risque d'arriver à des verdicts contradictoires, (3) la possibilité d'avoir recours à une preuve d'actes similaires, (4) la complexité et la durée du procès en regard de la nature de la preuve administrée, (5) le préjudice causé à l'accusé relativement à son droit à un procès dans un délai raisonnable, (6) le préjudice causé aux coaccusés, (7) les défenses incompatibles, (8) l'irrecevabilité d'une preuve contre un coaccusé, (9) le désir manifesté par l'accusé de témoigner à l'égard de certains chefs, etc.¹⁸

¹⁷ *R. c. Cross* (1996), 112 C.C.C. (3d) 410, autorisation de pourvoi refusée [1997] 2. R.C.S. viii [Cross].

¹⁸ *Ibid.*, p. 419.

[67] Analysant soigneusement chacun des facteurs énoncés dans cet arrêt et, plus particulièrement, le lien factuel et juridique, la possibilité de verdicts contradictoires, la complexité et la durée du procès et le préjudice, le juge conclut :

[41] Suite à l'examen des critères formulés par le juge Proulx dans l'arrêt *R. c. Cross*, on constate que plusieurs facteurs sont neutres et non pertinents, que quelques-uns militent en faveur de la division de l'accusation, notamment le lien factuel et juridique entre le chef de complot pour meurtres et ceux de meurtre et de tentative de meurtre ainsi que la possibilité de verdicts contradictoires, tandis que sept des accusés subiront un préjudice sérieux si la requête devait être accueillie. La Cour considère que ce préjudice réel dans certains cas et potentiel dans d'autres est à ce point important qu'il suffit à faire pencher la balance en faveur du rejet de la demande.

[42] Cela étant, il vaut de souligner un autre facteur qui n'est pas mentionné dans l'arrêt *R. c. Cross*, mais qui est fort pertinent en l'espèce. En effet, il faut se rappeler que lors de leur comparution devant le premier juge en décembre 2001, les accusés ont accepté, tout au moins tacitement, de subir leur procès relativement aux quatre chefs mentionnés en l'espèce, ce qui représentait évidemment un avantage incontestable par rapport à la possibilité de faire face à des accusations de meurtre (voir les paragraphes 8-15 des présentes). Le 29 août 2002, ils ont renouvelé leur adhésion, cette fois explicitement (voir le paragraphe 18 des présentes). Ils n'ont pas alors mentionné quelque préjudice qu'ils pourraient subir du fait d'être jugés pour le chef de complot pour meurtres en même temps que les trois autres et ce, après avoir subi un premier procès qui aurait dû les alerter à cet égard. Les accusés ont donc toujours été d'accord pour être jugés en rapport avec les accusations qui leur sont reprochées. Leur demande est donc purement tactique. On ne saurait y faire droit sans discréditer le système judiciaire.

[68] En appel, la Cour ne peut se substituer au juge de première instance afin de réévaluer les critères qui régissent la requête pour procès séparés. Elle doit plutôt déterminer si le juge de première instance a agi judiciairement ou si sa décision a été la source d'une injustice¹⁹. Ainsi, dans *Litchfield*, la Cour suprême, sous la plume du juge Iacobucci, détermine que « *le juge doit, pour rendre une ordonnance de division ou de séparation des chefs d'accusation, exercer un large pouvoir discrétionnaire [...et] une cour d'appel ne devrait pas s'immiscer dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire du juge qui a rendu l'ordonnance, à moins qu'il ne soit démontré que ce juge n'a pas agi judiciairement ou que sa décision a causé une injustice*²⁰ ». [Nous soulignons]

¹⁹ *R. c. Litchfield*, [1993] 4 R.C.S. 333 [*Litchfield*], citant *R. c. Kestenberg and McPherson* (1959), 126 C.C.C. 387 (C.A. Ont.). Voir également *Houle c. R.*, [2003] J.Q. n° 342, paragr. 54 et 55; *R. c. Rodrigue*, [2003] J.Q. n° 5373, paragr. 2 et *N.D. c. R.*, [2006] J.Q. n° 81.

²⁰ *Litchfield*, *supra*, note 19, p. 354.

[69] Dans *Canadian Criminal Procedure*, l'auteur Salhany écrit :

The number of charges which will be heard together is a matter for the discretion of the trial judge and will not be reviewed on appeal unless there has resulted manifold prejudice and injustice²¹.

[70] En substance, les appelants Couture et Lefebvre plaident que le juge Béliveau a ignoré le critère de la complexité, a mal évalué le critère de préjudice potentiel ainsi causé et, conséquemment, « *n'a pas exercé judicieusement et judiciairement sa discrétion* ».

[71] Le juge n'a pas ignoré le facteur de complexité du dossier. Bien au contraire, il a énoncé ce critère et en a cerné les limites :

[37] La question de la complexité et de la durée du procès est moins évidente. *A priori*, on pourrait croire que la division de l'accusation et l'ordonnance que le chef de complot pour meurtres soit joint à ceux de meurtre et de tentative de meurtre ne devraient pas avoir pour effet d'allonger significativement la durée et la complexité du procès que devront subir les accusés relativement aux meurtres et aux tentatives de meurtre qui leur sont reprochés. De même, la consultation du résumé de la preuve de la poursuite à être produit devant le juge Paul (R-95) et celle du résumé de la preuve à être produite en l'espèce (VD-13) démontrent que les mêmes éléments de preuve seront produits dans les deux cas. Par ailleurs, la poursuite a indiqué, lors de son argumentation, que la preuve du mobile des meurtres, à savoir le contrôle du marché des stupéfiants, serait beaucoup plus poussée en l'espèce alors qu'il devra à toutes fins pratiques être prouvé hors de tout doute raisonnable, tandis que ce ne sera pas le cas dans le cadre des accusations de meurtres. La Cour considère que cela est fort plausible, mais elle conclut néanmoins que la différence ne devrait pas être à ce point significative.

[72] De plus, le juge a bien évalué les risques potentiels de la division des chefs d'accusation. Il a ajouté que les appelants ont, au moins tacitement, accepté de subir des procès relativement aux quatre chefs d'accusation en décembre 2001, lors de la comparution et, également, en août 2002, au début du deuxième procès.

[73] De l'ensemble de ces éléments, le juge déduit que la demande de procès séparés est « *purement tactique* » et décide de la rejeter. Sa décision est soigneusement motivée et aucun motif de réformation n'a été établi par les appelants. Conséquemment, il n'y pas lieu de s'immiscer dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire du juge de première instance qui a agi judiciairement.

²¹ Roger E. Salhany, *Canadian Criminal Procedure*, 6e éd., sur feuilles mobiles, Aurora, Canada Law Book, septembre 2006, p. 6-44. L'auteur cite *R. v. Foll* (1957), 118 C.C.C. 43 (Man. C.A.); *R. v. Henshaw*, [1968] 3 C.C.C. 250 (B.C. C.A.); *R. v. Messina* (1973), 21 C.R.N.S. 119 (Sask. C.A.).

4.3 La recevabilité de la preuve

4.3.1 La preuve de conduite indigne

[74] Les appelants reprochent au juge de première instance d'avoir commis une erreur de droit qui a entaché l'équité du procès en autorisant une preuve de conduite indigne, sans avoir au préalable décidé de sa valeur probante eu égard à son effet préjudiciable. Ils donnent plusieurs exemples d'éléments de preuve qui, selon eux, n'auraient pas dû être jugés recevables. Il s'agit essentiellement de la preuve d'actes criminels qu'auraient commis les appelants ou leurs coaccusés.

[75] Ce moyen d'appel ne saurait être retenu. Qu'ils soient considérés individuellement ou globalement, ces éléments de preuve étaient tous pertinents et leur valeur probante l'emportait amplement sur le préjudice susceptible d'être causé aux appelants.

[76] D'abord, il faut signaler que les appelants plaident un argument qui n'a pas de fondement en droit. En effet, en ce qui a trait à l'accusation de gangstérisme, ils estiment que le paragr. 467.1a), tel que rédigé à l'époque, ne permettait pas à la poursuite de faire la preuve d'actes criminels commis plus de cinq ans avant le dépôt de l'accusation. Cette interprétation est erronée.

[77] Il est clair que l'article 467.1 renvoie à la période de cinq ans précédant la période de l'infraction reprochée et non à celle précédant le dépôt de l'acte d'accusation. Ainsi, la poursuite était autorisée à faire la preuve d'actes criminels commis à compter du 14 mai 1992. L'interprétation proposée par les appelants n'est pas conforme au texte de la disposition et aurait pour effet de créer une prescription que n'a pas voulue le législateur. En effet, toute poursuite entreprise plus de cinq après le fait empêcherait le poursuivant de faire la preuve des actes criminels constituant l'*actus reus* de l'infraction. Ce ne peut être le but de la loi.

[78] Il faut rappeler que plusieurs raisons permettent de justifier la preuve des divers événements en cause que les appelants qualifient de preuve de conduite indigne ou de preuve de caractère. Tel que mentionné précédemment, ces événements peuvent constituer l'un des éléments de l'*actus reus*, à savoir la commission d'actes criminels pendant la période de l'infraction de gangstérisme ou, encore, dans les cinq ans qui précèdent. Ces événements peuvent être des actes manifestes, recevables dans le cadre de la démonstration d'un complot. Ils peuvent, dans certains cas, prouver la connaissance, lorsque celle-ci est pertinente. Ils peuvent enfin être recevables parce que nécessaires pour comprendre le récit ou la trame factuelle relatée par un témoin. Dans de telles circonstances, la preuve de moralité ne cherche pas à démontrer seulement que l'accusé est plus susceptible, pour cette raison, d'avoir commis l'infraction reprochée, ce qui serait une preuve non recevable²². Cette preuve est

²² R. c. B (F.F.), [1993] 1 R.C.S. 697.

admissible parce qu'elle est pertinente à une question en litige, et ce, même si, accessoirement, elle constitue une preuve de mauvaise moralité. Il faudra également, bien entendu, que sa valeur probante l'emporte sur son effet préjudiciable. C'est dans cet esprit qu'il faudra aborder les exemples soulevés par les appelants.

[79] Avant de ce faire, il faut souligner, toutefois, que le juge de première instance a bien distingué ces diverses possibilités dans ses directives. Il a mis en garde les jurés dans les termes suivants :

QUANT À LA PREUVE RELATIVE AU CARACTÈRE DES ACCUSÉS

En principe, une personne accusée ne doit être jugée qu'en rapport avec l'infraction qui lui est reprochée. On ne peut mettre en preuve un comportement antérieur criminel dans le but d'amener le juge des faits à conclure que dans la mesure où l'accusé a déjà commis des infractions dans le passé, il est plus susceptible d'avoir commis le crime qu'on lui reproche. La preuve de tous ces faits ne serait donc pas admissible normalement.

Toutefois, il peut arriver qu'exceptionnellement, la poursuite puisse tenter de faire la preuve que l'accusé a déjà commis une infraction. C'est notamment le cas lorsque, comme en l'espèce, cela est nécessaire pour comprendre certains événements qui sont à la base du litige. De même, il se peut que de tels éléments de preuve soient en litige ou pertinents au litige, auxquels cas ils sont également admissibles. C'est notamment le cas en l'espèce alors que le chef de participation aux activités d'un gang comporte, comme élément essentiel, la commission de certains actes criminels par les accusés et les membres du gang et que les ports d'armes pendant les « watch » peuvent être pertinents au complot pour meurtre.

Cela étant, la règle fondamentale que l'accusé ne doit être jugé qu'en rapport avec l'acte reproché vaut toujours. En conséquence, vous ne devez d'aucune façon utiliser la preuve relative à la commission de ces infractions pour conclure que de ce fait, les accusés sont le genre de personne susceptible d'avoir commis le crime qu'on leur reproche. Cela serait contraire au serment que vous avez prêté.

[80] Plus loin, le juge ajoute que les jurés devront, dans l'analyse de l'infraction de gangstérisme, conclure à l'existence d'un lien entre les infractions prouvées et les activités de l'organisation.

[81] Les directives sont claires. Les jurés étaient bien au fait des règles applicables et savaient qu'ils ne pouvaient condamner les accusés en se fondant sur une preuve de mauvaise moralité.

[82] Qu'en est-il maintenant des exemples soumis par les appelants?

La conversation impliquant Stéphane Sirois

[83] Le 23 septembre 2003, la poursuite produit comme pièce, la transcription d'une conversation enregistrée le 1^{er} février 2000 entre Jean-Guy Bourgouin, l'un des coaccusés, et le témoin repent, Stéphane Sirois. À Sirois, qui affirme ne pas avoir l'intention de demeurer *stricker* pendant un an et vouloir « *monter plus vite* », Bourgouin répond que tous veulent monter vite. Il laisse ensuite entendre que certains veulent monter tellement vite qu'ils en deviennent dangereux : « *Y'en a [...] des machines là [...] les gars sont à limite de leur faim [...] ils veulent toute monter les gars, ah ça pas d'allure ça, un moment donné là crisse écoute c'est ben beau là, s't'une gang de mental, moé moé dans mon livre à moé c'est des psychopathes* ».

[84] Ce n'est que lorsque Sirois est interrogé à propos de cette conversation, en octobre 2003, et qu'il en explique le sens, que l'un des avocats de la défense s'oppose à ce que ce passage de la transcription soit mis en preuve au motif qu'il s'agit d'une preuve préjudiciable de mauvaise réputation. Selon Sirois, Bourgouin veut dire, alors, que certains sont devenus des « *machines à tuer* ».

[85] Le juge de première instance rejette l'objection et rappelle à l'avocat qu'il aurait dû présenter cette requête en même temps que celles qu'il a faites le 30 janvier 2003 afin que des passages des transcriptions d'écoute électronique soient caviardés. Pour le juge, rendu au 6 octobre 2003, il est maintenant trop tard. De plus, la pièce, qui a une certaine valeur probante, a déjà été produite et portée à l'attention du jury.

[86] Le juge a eu raison de rejeter l'objection. Les propos tenus par Bourgouin étaient pertinents. En effet, il s'agit de paroles de nature à inciter Sirois à commettre des agressions et même des meurtres pour gravir les échelons plus rapidement, faisant ainsi avancer le but commun de se débarrasser de la concurrence, par la violence, si nécessaire. Autrement dit, il s'agissait d'un acte manifeste, donc recevable en preuve. De plus, cette preuve démontrait l'implication de Bourgouin dans les infractions qui lui étaient reprochées et permettait de conclure à l'existence d'un gang. Dans ces circonstances, le juge était justifié, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, de ne pas exclure la preuve, d'autant que l'avocat n'avait pas jugé bon de s'opposer au moment opportun. La preuve était donc pertinente et sa valeur probante l'emportait sur son effet préjudiciable.

Le meurtre des agents du service correctionnel

[87] Le témoin repent Stéphane Gagné explique ainsi sa participation aux meurtres de deux agents du service correctionnel en juin et septembre 1997.

[88] Entre 1995 et 1997, Gagné se rapproche graduellement des *Hells Angels* souhaitant ensuite gravir les échelons le plus rapidement possible. À la même époque, Maurice Boucher, membre influent des *Nomads*, veut enrayer la délation au sein du groupe – d'anciens membres étant devenus délateurs – et déstabiliser le système

judiciaire. Estimant que l'État ne négocierait jamais avec les auteurs du meurtre d'un agent de la paix, il ordonne l'assassinat de deux agents du service correctionnel. Désirant faire ses preuves, Gagné participe aux deux homicides avec la complicité de deux proches de Boucher, Paul Fontaine et André Tousignant. Gagné atteint son but : de *hang around* en mai 1997, il devient *stricker* en août de la même année, soit dès après le premier meurtre; de plus, n'eut été de son arrestation en décembre 1997, il aurait été promu membre en règle au cours des jours suivants. Boucher l'a d'ailleurs félicité pour avoir commis ces crimes.

[89] Les appelants plaident que cette preuve n'est pas pertinente. Ils ont tort. Elle est pertinente sous plus d'un aspect. En effet, elle permet d'inférer l'existence d'un gang, l'un des éléments essentiels de l'infraction de gangstérisme. Elle démontre aussi la commission d'actes criminels passibles de cinq ans ou plus d'emprisonnement par des membres de l'organisation, un des autres éléments essentiels de l'infraction. Enfin, cette preuve permet de comprendre l'importance des règles et de la hiérarchie au sein de l'organisation. Elle était donc recevable, sa valeur probante l'emportant, là encore, sur son effet préjudiciable.

La preuve de conduite indigne impliquant Denis Houle et Éric Fournier

[90] Denis Houle est un coconspirateur nommé et Éric Fournier est l'un des appelants. L'on reproche au juge de première instance d'avoir laissé Stéphane Gagné témoigner de ses rencontres, avec eux, au pénitencier.

[91] Gagné explique avoir rencontré Houle une première fois, au pénitencier, au cours des années 1991-1992 alors que celui-ci était déjà membre des *Hells Angels*. Ce simple fait ne constitue pas une preuve de conduite indigne et ce récit est essentiel à la bonne compréhension de la nature des rapports qu'entretenaient ensuite les deux hommes. En effet, Gagné rencontrera Houle, à nouveau, en 1997 et le reverra, plus tard, en présence de membres de l'organisation, notamment lors de l'une des réunions dont il a été question antérieurement. Il est parfois nécessaire de faire la preuve des circonstances d'une rencontre, comme l'a écrit le juge en chef Scott, dans *R. v. Lamirande*²³ « *to provide the essential background and context* » des relations entre un accusé, ou un coconspirateur, et un témoin, sans quoi la version de ce dernier risque d'être amputée d'éléments essentiels permettant d'en évaluer la valeur probante. C'est le cas ici.

[92] La situation est différente en ce qui concerne Éric Fournier, que Gagné dit avoir rencontré au pénitencier en 1992. En effet, Gagné n'a pas revu Fournier par la suite. La pertinence de la rencontre entre les deux individus est pour le moins ténue, sinon inexistante, et la recevabilité de la preuve est loin d'être démontrée. Toutefois, cette preuve n'est pas importante et, ce faisant, n'est pas susceptible d'avoir influencé le

²³ (2002), 164 C.C.C. (3d) 299 (C.A. Man.), paragr. 85.

verdict. D'ailleurs, les appelants ne font aucunement valoir que l'un ou l'autre des avocats se soit opposé à ce témoignage, lors du procès.

La détention de Peter Paradis

[93] Paradis a témoigné de l'impact de la guerre – qui avait cours au milieu des années 1990 – sur les conditions de détention en prison, notamment, la nécessité de séparer les membres des organisations rivales pour mettre fin aux agressions qui survenaient à l'intérieur des murs. Cette preuve était pertinente pour démontrer qu'une véritable guerre avait lieu, guerre que la poursuite attribue à l'objectif poursuivi par les appelants et leurs coaccusés. Même si les incidents en cause sont survenus avant la période visée par l'acte d'accusation, cette preuve était pertinente afin que l'on puisse comprendre la gravité de la situation à compter de 1997. Cette preuve permet également de mettre en contexte les événements survenus après 1997. D'ailleurs, les appelants ne font pas davantage état d'une objection présentée en première instance.

La preuve de conduite indigne de Serge Quesnel et de « Pit » Caron

[94] Stéphane Gagné a expliqué que Maurice Boucher voulait mettre fin à la délation au sein du groupe. Il a cité, à titre d'exemple, le cas de Quesnel et de Caron qui, en échange de peines plus clémentes, ont accepté de collaborer avec la police et de témoigner contre les membres de l'organisation. Il n'y eut aucune objection à ce témoignage pertinent qui visait à démontrer que la version de Gagné était vraie en ce qui a trait à la motivation de Boucher.

Le complot en vue de commettre le meurtre d'un avocat

[95] Le juge de première instance a eu raison de permettre la preuve d'un complot entre Stéphane Gagné et Normand Robitaille, un coconspirateur nommé qui était membre des *Nomads*, en vue d'assassiner un avocat. Cette preuve démontrait la commission d'un acte criminel par deux membres du gang (Gagné et Robitaille) et établissait l'importance de la hiérarchie. Elle révélait, aussi, la nécessité pour un *Rockers* comme Gagné d'obéir aux ordres d'un *Nomads*.

La surveillance d'un informateur à Montréal-Nord, la tentative de meurtre de Christian Bellemare et le meurtre de l'agent source Claude DeSerres

[96] Pour les mêmes raisons, le complot entre Stéphane Gagné et Paul Fontaine, un coconspirateur nommé, membre des *Nomads*, en vue de commettre le meurtre d'un informateur de police et d'un dénommé Christian Bellemare, est pertinent pour démontrer la commission d'actes criminels par des membres du gang au cours des cinq années précédant la période de l'infraction mentionnée à l'acte d'accusation.

[97] La preuve du complot et du meurtre de l'agent source DeSerres, commis en février 2000, auquel ont participé le témoin repentant Serge Boutin, qui était membre des *Rockers*, le coconspirateur nommé René Charlebois, membre des *Nomads*, Guillaume Serra, un autre membre des *Rockers*, et un dénommé Mario Barriault, était tout aussi pertinente. La décision d'assassiner DeSerres fut prise lorsqu'on apprit, grâce au vol d'un ordinateur portable appartenant à la police, qu'il travaillait comme agent source, après avoir été revendeur pour Boutin. Cette preuve démontrait la commission d'actes criminels par des membres du gang.

[98] De plus, les événements impliquant l'informateur et l'agent source s'inscrivent dans une démarche cherchant à éliminer les indicateurs de police, ce qui, à l'évidence, constitue des gestes posés en vue de faciliter le trafic de drogues.

L'aide de Paul Fontaine

[99] Serge Boutin était trafiquant de drogues, d'abord indépendant, puis membre des *Rockers*. Lorsqu'il éprouvait des difficultés, il faisait appel à Paul Fontaine qui, selon ses termes, s'occupait des « *jobs de bras* ». Voilà un autre élément de preuve admissible pour établir la commission d'actes criminels par des membres de l'organisation au cours de la période pertinente.

Le saccage d'un bar

[100] Stéphane Sirois a déclaré avoir participé au saccage d'un bar à Saint-Sauveur, en 1995, en compagnie de quatre membres du gang, au motif que les revendeurs refusaient de s'approvisionner auprès de l'organisation. Il s'agit d'un événement qui a un lien direct avec l'accusation de trafic de drogues et avec celle de gangstérisme, à titre d'acte criminel commis dans les cinq ans précédant la période de l'infraction reprochée.

Deux autres incidents

[101] Les appelants se plaignent que le juge a autorisé la preuve de deux autres incidents impliquant Stéphane Sirois et des membres de l'organisation. Ils font état notamment d'une agression armée à laquelle ont participé l'appelant Sylvain Moreau et Paul Fontaine, de même que René Charlebois; l'autre incident concerne le rôle joué par le *Rockers* Kenny Bédard, coconspirateur nommé, qui avait pour tâche, selon Sirois, de passer à tabac les revendeurs réticents à s'approvisionner chez les *Rockers*. Ces événements sont pertinents pour démontrer la commission d'actes criminels et, dans le cas du deuxième incident, pour démontrer la perpétration du trafic de drogues.

L'extorsion commise par Jean-Guy Bourgouin

[102] Stéphane Sirois a témoigné que Jean-Guy Bourgouin lui avait vendu des stupéfiants à plusieurs reprises avant d'être incarcéré en 1994 ou 1995. Cette preuve était pertinente dans le cadre de l'accusation de gangstérisme. Par contre, appelé à préciser pourquoi Bourgouin avait été incarcéré, Sirois a déclaré : « *pour, si je me rappelle bien, je veux pas induire personne en erreur, je crois que c'est extorsion, faudrait vérifier, là, je me souviens plus pourquoi* ». Sirois n'avait pas la connaissance personnelle de la condamnation en cause et était manifestement incapable de décrire l'infraction qu'aurait commise Bourgouin. Cette preuve n'avait que peu ou pas de valeur probante et n'aurait pas dû être acceptée. Il faut toutefois souligner que le témoin a pris soin de manifester son ignorance, de sorte que cette seule phrase ne peut, de quelque façon, avoir influencé le verdict rendu par le jury.

« Pour devenir *Hells Angels Nomads*, il faut tuer, tout le monde le sait. »

[103] Cette phrase a été prononcée par Stéphane Sirois au moment où il expliquait la hiérarchie des *Nomads* et des *Rockers* et la façon de gravir les échelons dans l'organisation. Selon les discussions qu'il a eues avec des membres de l'organisation, Jean-Guy Bourgouin, Paul Fontaine, André Chouinard et Steven Falls, de même, a-t-il ajouté, qu'avec « *probablement tous les autres membres* », tous les *Rockers* connaissaient cette règle.

[104] Il est vrai que ce témoignage pouvait causer préjudice aux appelants, à tout le moins à Mayrand, Bordeleau et Lefebvre, qui, à titre de *Nomads*, avaient vraisemblablement commis un meurtre, selon la compréhension de Sirois. Cela n'est toutefois pas suffisant pour que cette preuve soit exclue. Encore faut-il s'interroger sur sa valeur probante par rapport au préjudice qu'elle pouvait causer.

[105] La crédibilité de Sirois était évidemment en cause. Son témoignage est cependant confirmé, en partie du moins, par la conversation enregistrée sur bande audio qu'il a eue avec Jean-Guy Bourgouin. En effet, Bourgouin lui a alors dit qu'il pourrait monter plus rapidement dans l'organisation s'il commettait un meurtre, notamment celui d'un membre d'une bande rivale. Bourgouin a même précisé qu'il pourrait en retirer un avantage financier proportionnel au statut de la victime : « *un membre c'est cent, stricker c'est cinquante, hang around vingt-cinq* ». Il faut savoir que les *Rock Machines* avaient une hiérarchie s'apparentant à celle des *Rockers*.

[106] Conséquemment, cette conversation enregistrée démontre que le meurtre est un moyen reconnu pour se hisser plus rapidement dans la hiérarchie, ce qui est de nature à confirmer la version de Sirois selon qui il fallait « *tuer pour devenir Nomads* ». Cette confirmation rend elle-même plus vraisemblable la version de Sirois et augmente d'autant sa valeur probante. Dans ces circonstances, le témoignage de Sirois, fort important pour bien comprendre la nature de l'organisation et ses règles hiérarchiques, et pour démontrer l'existence du complot pour meurtre, était pertinent et sa valeur

probante l'emportait sur le préjudice susceptible d'être causé aux appelants. Pour cette raison, il était admissible.

4.3.2 L'examen de la méthode *Carter* et la preuve par ouï-dire

[107] Selon les appelants, la preuve par ouï-dire ne doit pas servir à établir le complot à l'étape initiale de l'arrêt *Carter*²⁴. Les appelants affirment également que l'admission de cette preuve, sans en vérifier la fiabilité et sans en soupeser la valeur probante eu égard au préjudice, a indéniablement affecté l'équité du procès.

[108] Il s'agit donc de déterminer si cette preuve est admissible pour établir l'existence du complot, à l'étape initiale, ou si elle l'est uniquement pour établir la participation d'un accusé à ce complot à la troisième étape.

[109] L'étape initiale de la méthode d'analyse raisonnée énoncée dans l'arrêt *Carter* est celle où le juge des faits doit décider si l'ensemble de la preuve le convainc hors de tout doute raisonnable de l'existence du complot allégué dans l'acte d'accusation. Si tel est le cas, la deuxième étape consiste à se demander s'il est probable, en tenant compte de la preuve directement admissible contre l'accusé, que ce dernier a participé au complot. Si la réponse est positive, le juge des faits peut, à la troisième étape, appliquer l'exception à la règle d'exclusion du ouï-dire et tenir compte, dans la détermination de la culpabilité de l'accusé, des actes posés et des paroles prononcées par les coconspirateurs dans la poursuite du but commun.

[110] En principe, la preuve d'une déclaration faite par une personne qui n'est pas assignée comme témoin constitue une preuve irrecevable si l'on veut en établir la véracité. Le témoin peut toutefois relater cette déclaration si l'on cherche uniquement à établir qu'elle a été faite²⁵. Par ailleurs, la preuve par ouï-dire est admissible lorsque visée par une des exceptions traditionnelles de *Common Law* dont, notamment, celle relative aux coconspirateurs et à la recevabilité des actes manifestes.

[111] En l'espèce, les appelants étaient accusés de complot pour meurtre à l'endroit de membres de bandes rivales, de trafic de substances prohibées et de gangstérisme, ces deux dernières infractions ayant été commises dans le cadre d'une entente, et donc, d'un complot.

[112] En matière de complot, la théorie des actes manifestes trouve application. L'infraction de complot visant la rencontre des volontés pour commettre un crime, les actes manifestes, comme toute autre preuve pertinente, peuvent servir à établir sa commission. L'acte manifeste se définit comme une action, un geste ou des paroles émanant d'un coconspirateur dans la poursuite du but commun.

²⁴ *R. c. Carter*, [1982] 1 R.C.S. 938.

²⁵ *R. c. O'Brien*, [1978] 1 R.C.S. 591.

[113] À ce titre, la preuve par ouï-dire se rapportant aux éléments essentiels de l'infraction de complot et reliée à un coconspirateur est admissible pour établir l'existence du complot. Ceci vaut lorsqu'une accusation de complot est portée et même lorsque seul le crime résultant du complot fait l'objet d'une accusation²⁶.

[114] La théorie de la poursuite veut que tous les membres des *Rockers* et des *Hells Angels Nomads*, dont faisaient partie les appelants, participaient au trafic de drogues et au complot pour meurtre visant à tuer les membres des bandes rivales nommées dans les chefs d'accusation, et ce, en commettant des meurtres ou en aidant ou en encourageant les auteurs réels à commettre des meurtres afin d'agrandir ou de conserver leur territoire de vente de stupéfiants.

[115] Ainsi, les gestes et paroles émanant de tous les coconspirateurs pouvaient être admis en preuve pour établir l'existence du complot. Dans *R. c. Sutton*²⁷, la question de la preuve admissible à l'étape initiale a été analysée par le juge Drapeau de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick qui écrit :

[18] In the case at bar, the trial judge instructed the jury that it had to be satisfied of the existence of the conspiracy alleged by the Crown on the basis of Mr. Gulliver's testimony alone. This instruction is compliant with the approach followed by the Court in *R. v. Jamieson* (1989), 48 C.C.C. (3d) 287 (N.S.C.A.). In that case, the Nova Scotia Court of Appeal ruled that hearsay evidence is not admissible in step one of the three-step process articulated in *Carter*. This restrictive view is not universally accepted. See *R. v. Buell* (1996), 146 Nfld. & P.E.I.R. 173 (P.E.I.C.A.), and *R. v. Rowbotham*, [1985] O.J. No. 1075 (QL) (Ont. H.C.J.), per Ewaschuk J., reversed in part (1988), 41 C.C.C. (3d) 1 (Ont. C.A.). Moreover, it is not consonant with the principled approach that now governs the admissibility of hearsay evidence. See *R. v. Khan*, [1990] 2 S.C.R. 531, 59 C.C.C. (3d) 92, *R. v. Smith*, [1992] 2 S.C.R. 915, 75 C.C.C. (3d) 257, and *R. v. B. (K.G.)*, [1993] 1 S.C.R. 740, 79 C.C.C. (3d) 257.

[19] In my view, all hearsay evidence that meets the criteria of necessity and reliability may be considered by the jury in step one of the process articulated above. The trial judge's instruction on this issue is erroneous as it was open to the jury to take into account, not only Mr. Gulliver's testimony, but, as well, Mr. Merrick's recorded statements, whether in furtherance of the conspiracy or otherwise, to determine the preliminary issue of the existence of the conspiracy alleged by the Crown. See *R. v. Poirier* (1986), 71 N.B.R. (2d) 9 (C.A.). With respect, I am of the view that Professors David Paciocco and Lee Stuesser stake an overly restrictive position when they suggest that only declarations in furtherance of the conspiracy are admissible in step one. See David M. Paciocco

²⁶ *R. c. Sutton* (2000), 140 C.C.C. (3d) 336 (C.A. N.B.) conf. par 2000 SCC 50, [2000] 2 R.C.S. 595; *Koufis c. The King*, [1941] R.C.S. 481; *R. c. Lindsay*, [2005] O.J n° 2870.

²⁷ *Sutton*, *supra*, note 26.

and Lee Stuesser in *The Law of Evidence*, 2nd ed. (Toronto: Irwin Law, 1999) at p. 104. Moreover, I cannot reconcile their position with the step-by-step process required by *Carter*.²⁸ [Nous soulignons.]

[116] Dans cette affaire, Gulliver était un ancien consommateur de stupéfiants agissant comme agent source pour tenter d'infiltrer un réseau de vendeurs de stupéfiants. Un dénommé Merrick avait présenté Gulliver à l'accusé Sutton. Au procès, les conversations enregistrées entre Merrick et Gulliver furent déposées en preuve. Les propos tenus par Merrick pouvaient servir à étayer la crédibilité de Gulliver lorsqu'il affirmait s'être entendu avec l'accusé pour une transaction de drogue. L'analyse faite par le juge Drapeau reflète l'incertitude du droit quant à la preuve pouvant être utilisée à l'étape initiale de la méthode *Carter*, soit celle où le jury doit décider si l'ensemble de la preuve le convainc hors de tout raisonnement de l'existence du complot.

[117] La Cour suprême, sous la plume de la juge en chef McLachlin, tranche la question de la manière suivante :

Premièrement, les parties conviennent que, dans son exposé sur l'étape initiale du critère de l'arrêt *Carter*, le juge du procès a indiqué à tort au jury qu'il devait se fonder « uniquement sur le témoignage de M. Gulliver » pour déterminer s'il était convaincu, hors de tout doute raisonnable, de l'existence d'un complot ou d'un projet commun de trafic de cocaïne. De ce fait, le jury était dans l'impossibilité d'examiner des éléments de preuve que les deux parties estiment être admissibles à cet égard : le témoignage des policiers sur ce qu'ils ont observé et le sac de cocaïne.

[...]

À la première étape du critère, le jury a été effectivement mis dans l'impossibilité d'examiner des éléments de preuve qui, selon les deux parties, étaient admissibles lorsqu'il s'agissait pour le jury de déterminer s'il était convaincu qu'il y avait eu complot.²⁹

[118] Cette méthode d'analyse de l'ensemble de la preuve, à l'étape initiale, est celle qui doit être privilégiée. Pour prouver l'existence d'un complot, l'ensemble de la preuve est admissible³⁰. À cette étape, il s'agit de prouver l'entente intervenue entre les membres du complot pour la commission d'un acte illégal. Comme il s'agit d'un crime impliquant deux ou plusieurs personnes, toute la preuve les reliant est pertinente. D'ailleurs, à ce stade, la participation de l'accusé n'est pas en cause. La question à cette étape est plutôt de déterminer si un complot a existé sans égard aux parties.

²⁸ *Ibid*, p. 346.

²⁹ [2000] 2 R.C.S. 595, p. 598.

³⁰ *R. c. Gassyt* (1998), 127 C.C.C. (3d) 546 (C.A. Ont.), paragr. 24, autorisation de pourvoi à la C.S.C. refusée [1999] 2 R.C.S. vi [Gassyt].

C'est le sens des propos du juge McIntyre – qui a rendu jugement, pour la Cour, dans *Carter*³¹ – lorsqu'il mentionne, plus tard, dans *Barrow*³² :

Il peut souvent arriver qu'en établissant hors de tout doute raisonnable l'existence d'un complot, on puisse aussi établir l'identité de certains des conspirateurs. Dans certains cas et pour certains conspirateurs, il peut ne pas être nécessaire d'avoir recours à l'exception à la règle du oui-dire, mais il n'en est pas toujours ainsi. Il est tout à fait possible et loin d'être rare que l'on soit convaincu hors de tout doute raisonnable, d'après l'ensemble de la preuve soumise, qu'un complot, pour les fins alléguées dans l'acte d'accusation, a existé, tout en demeurant dans l'incertitude quant à l'identité de toutes les personnes qui y ont participé. Une fois qu'on a compris cela, il devient évident que l'argument de l'appelant est sans fondement. Au cours de cette première étape, ce qui est examiné, c'est l'existence du complot, et non pas l'identité de ceux qui y ont participé. À ce stade, l'exception à la règle du oui-dire est inapplicable.³³ [Nous soulignons.]

[119] Cet énoncé exprime que l'étape initiale ne vise pas à déterminer l'identité des participants. À cette étape, seule l'existence du complot est analysée et c'est dans ce contexte que l'ensemble de la preuve de nature à établir l'existence d'un complot est admise. Ainsi, l'exception de la règle du oui-dire, qui rend l'accusé imputable pour les gestes posés et les propos tenus par les coconspirateurs dans la poursuite du but commun, n'entrera en jeu qu'à la troisième étape, soit au moment de déterminer si la preuve établit hors de tout doute raisonnable la participation de l'accusé à ce complot. Cette troisième étape n'intervient qu'une fois la deuxième franchie, c'est-à-dire que l'analyse de la probabilité de la participation de l'accusé au complot a été faite uniquement à partir de la preuve directement recevable contre lui.

[120] La thèse des appelants quant à la nécessité d'évaluer d'abord la valeur probante de la preuve eu égard au préjudice ne peut être retenue si l'on considère que la Cour suprême a expressément rejeté l'approche du voir-dire pour déterminer si le juge accepte ou exclut cette preuve³⁴. C'est donc dire que toute la preuve impliquant les coconspirateurs est admissible à la première étape, mais qu'elle ne pourra servir que plus tard à établir la culpabilité d'un accusé, en application de la théorie des actes manifestes.

[121] Il s'agit de l'approche retenue par le juge Beauregard, dans *R. c. Tremblay*³⁵, alors qu'un témoin avait rapporté les propos du président d'un club de motards voulant que des membres de Laval soient invités à Lennoxville où on se proposait de les tuer. Il écrit :

³¹ *Carter, supra*, note 23.

³² *Barrow, supra*, note 24.

³³ *Ibid*, p. 741.

³⁴ Voir *Carter, supra*, note 24, p. 944 et 945.

³⁵ [1995] A.Q. n° 624.

[15] Je suis d'opinion que l'élément de preuve était recevable et que la soi-disant exception à la règle du oui-dire ne trouvait pas application.

[16] Il y a application de cette exception lorsqu'il s'agit de prouver, non pas l'existence d'un complot, mais la participation d'un accusé à ce complot.

[122] En effet, il n'y a pas application de l'exception lors de la première étape puisque la preuve de oui-dire ne sert pas à établir la culpabilité de l'accusé, mais uniquement l'existence du complot.

[123] Plus récemment, dans une affaire où la fiabilité de l'exception était contestée au regard de l'admissibilité d'une déclaration faite par un autre coconspirateur que celui qui la rapportait, la juge en chef McLachlin, dans *R. c. Mapara*³⁶, fait l'analogie avec la preuve de *res gestae* pour conclure que cette déclaration est fiable puisqu'elle a été faite dans le cadre de la perpétration de l'infraction.

[124] Conséquemment, la preuve de oui-dire est admissible pour établir l'existence du complot.

4.3.3 La preuve de la découverte du carnet d'adresses

[125] Le 21 novembre 2002, le juge de première instance rejetait la requête de l'appelant Couture pour exclusion de la preuve d'un carnet d'adresses saisi lors d'une arrestation antérieure, survenue le 29 novembre 1997.

[126] Les faits sont les suivants : le 29 novembre 1997, l'appelant Couture a embouti un poteau avec son automobile, lors d'une manœuvre de recul. Des policiers en mission d'observation sur la rue Bennett ont vu l'accident et intercepté le véhicule. Les policiers ont demandé à Couture de s'identifier. Lorsque Couture a ouvert son coffre à gants, les policiers ont aperçu ce qui leur a paru une arme à feu. L'accusé a été mis en arrestation pour possession illégale d'arme à feu. Tout en refusant de s'identifier, Couture est sorti de son véhicule et en a verrouillé les portes.

[127] Les policiers ont conduit Couture au poste de police et ont procédé à une fouille sommaire qui leur a permis de trouver des cartes portant son nom, mais comportant des adresses différentes. Incertains de son identité et de son adresse, les policiers ont regardé à l'intérieur du sac que Couture portait à la ceinture. Ils y ont trouvé un carnet d'adresses révélant, au premier regard et sans inspection, des opérations comptables et des noms de personnes avec les mentions H.A., Jokers, Blatnois, etc... Les policiers ont photocopié le carnet et en ont fait parvenir une copie à leur Service de renseignements dans le cadre de l'enquête ayant donné lieu aux présentes procédures.

³⁶ [2005] 1 R.C.S. 358.

[128] Il était raisonnable pour les policiers de croire qu'en effectuant une fouille du sac de Couture ils accomplissaient un objectif légitime lié à l'arrestation, soit l'identification de l'accusé. En poursuivant cet objectif, les policiers ont remarqué, inopinément, que le carnet d'adresses était davantage un carnet de notes et qu'il contenait des informations de nature à permettre la preuve de la commission d'autres infractions. Ayant cette information directement en vue, les policiers ont photocopié le carnet.

[129] L'appelant Couture prétend que la saisie du carnet d'adresses est illégale et abusive et que cette preuve est irrecevable.

[130] Certains faits déterminants sous-tendent la qualification juridique des opérations policières réalisées le 29 novembre 1997. D'abord, les policiers ayant assisté à l'accident avaient des motifs raisonnables de demander à Couture de s'identifier. Ensuite, ayant vraisemblablement remarqué la présence d'une arme à feu dans le coffre à gants, les policiers étaient justifiés de procéder à l'arrestation de Couture pour possession illégale d'une arme à feu. La légalité de l'arrestation n'est pas contestée. Enfin, comme Couture a continuellement refusé de s'identifier, les policiers étaient en droit de procéder à une fouille sommaire incidente à l'arrestation légale. Cette fouille visait un objectif valable lié à l'arrestation, soit l'identification de la personne arrêtée³⁷. Dans son analyse, le juge de première instance détermine ce qui suit :

[12] [...] En conséquence, les policiers pouvaient en l'espèce prendre des mesures supplémentaires pour s'assurer des coordonnées exactes de l'accusé dans la mesure où les cartes d'identité de ce dernier comportaient des indications contradictoires à cet égard. La fouille de sa sacoche de taille et la consultation du carnet d'adresses qui s'y trouvait étaient certainement un moyen raisonnable et approprié pour ce faire. Il est en effet logique et très fréquent qu'un individu inscrive ses propres coordonnées dans son carnet d'adresses.

[13] Ce faisant, les agents de la paix sont entrés en possession d'informations qu'une personne raisonnable aurait manifestement cru pertinentes à la preuve de la commission d'infractions. À cet égard, la Cour souligne qu'elle n'a pas eu besoin que de quelques secondes, lorsqu'on a déposé le carnet d'adresses, pour constater spontanément qu'il comportait de tels éléments. Par ailleurs, cette découverte était inadvertante [sic] et les policiers agissaient dans l'exécution de leurs fonctions. En vertu de la théorie de l'objet bien en vue, cette saisie était donc légale puisqu'elle respectait les trois conditions de validité à cet égard.

[131] Ceci étant, le juge de première instance a eu raison de conclure que la fouille du sac de l'accusé ne constituait pas une violation de l'article 8 de la *Charte*.

[132] Par ailleurs, même si la fouille incidente à l'arrestation n'avait pas été justifiée, l'exclusion de la preuve litigieuse n'aurait pas été ordonnée. D'abord, ainsi que la

³⁷ R. c. Caslake, [1998] 1 R.C.S. 51; Cloutier c. Langlois, [1999] 1 R.C.S. 158.

défense le concède, il n'y a pas eu atteinte à l'équité du procès. Ensuite, malgré la forte expectative de vie privée qui s'attachait au carnet d'adresses, la gravité de la violation aurait été certainement atténuée par l'arrestation d'un individu armé, récalcitrant, verrouillant son véhicule automobile et refusant catégoriquement de s'identifier. Finalement, l'exclusion de la preuve était davantage susceptible de déconsidérer l'administration de la justice que sa recevabilité. En l'espèce, les policiers étaient raisonnablement justifiés de chercher à connaître l'identité du délinquant dans le cadre d'une arrestation légale. Le carnet de notes a été découvert pendant la fouille incidente à l'arrestation qui visait à connaître l'identité et l'adresse de Couture. Le policier Dominique Chartier témoigne ainsi :

J'ai feuilleté vite, vite, vite, devant lui, s'il n'y avait pas un autre document. Ensuite, je me suis rendu compte là, de ce qu'il y avait d'écrit là-dedans. En même temps, je tournais des pages là, j'ai vu ça, des choses comme... tantôt j'ai lu, une des premières pages que j'ai remarquées là, c'était l'affaire de... ça parlait de véhicules hot, véhicules... dans notre jargon, des véhicules volés [...] Ah bien oui, c'est en plein ça. Garage... garage pour serrer hot, faire débogger véhicules [...] faire débogger un véhicule, moi à part de (inaudible) je ne connais personne qui fait ça...

[...]

Ça parlait d'armes, ça parlait d'autos volées, ça parlait de toutes sortes de choses.

[133] Comme le souligne l'auteur Fontana³⁸ :

When an officer finds such evidence – contraband, stolen property or crime evidence – unexpectedly in the course of his duties, in circumstances where it is at once obvious and visible without positive action on the officer's part to make it observable, he has the right to seize it. [...] The prior intrusion may be pursuant to a warrant, a valid warrantless search or incidental to an arrest.

[134] Étant donné ce qui précède, le moyen d'appel fondé sur l'exclusion de la preuve du carnet d'adresses est rejeté.

4.4 La plaidoirie de l'avocate de la poursuite

[135] Dans leur mémoire, les appelants soutiennent que la plaidoirie « *enflammée* » de l'avocate de la poursuite était fondée sur « *des conjectures, suppositions, hypothèses, soupçons et spéculations* ». Les appelants illustrent leur proposition de certains extraits

³⁸ James A. Fontana, *The Law of search and Seizure in Canada*, 6^e éd., Lexis Nexis Butterworths, 2005, p. 497 (Fontana).

de la plaidoirie de l'avocate qui a duré quatre jours et demi et était accompagnée d'une présentation électronique (PowerPoint).

[136] Les principes régissant la présentation de la plaidoirie de la poursuite sont bien connus. L'exposé doit être rigoureux, objectif et juste. Le langage utilisé doit être empreint de modération et s'accorder à une interprétation de la preuve raisonnable et équitable³⁹.

[137] En l'espèce, si la longue plaidoirie de l'avocate comporte des imprécisions, présente, à l'occasion, des exagérations ou s'appuie, parfois, sur des conjectures, il reste que dans l'ensemble l'exposé est suffisamment rigoureux et objectif.

[138] Les appelants proposent une relecture de la plaidoirie, en pièces détachées, isolée de sa trame centrale.

[139] Les appelants reprochent ainsi à l'avocate d'avoir parlé de trois complots alors qu'ils n'étaient accusés que d'un seul, le complot pour meurtre. Toutefois, l'exposé était fondé sur la théorie des actes manifestes et structuré selon la méthode *Carter*. En aucun moment, l'avocate n'a-t-elle plaidé que les appelants devaient être trouvés coupables de trois complots.

[140] Par ailleurs, plusieurs extraits cités par les appelants sont retranchés de leur contexte. Il en est ainsi des extraits concernant le meurtre des gardiens de la paix, les emplois occupés par certains des appelants, les photos et l'existence de la « *watch* ». La lecture des longs extraits relatifs à ces sujets ne permet pas de conclure à un exposé dépréciatif ou inéquitable.

[141] En conséquence, la plaidoirie de la poursuite ne dénature pas la preuve administrée par les parties et ne contient pas les propos incendiaires que lui reprochent les appelants. Ce moyen d'appel doit donc être rejeté.

4.5 Les directives du juge au jury

4.5.1 La théorie des actes manifestes (trafic de drogues)

[142] Selon les appelants, le juge a erré en instruisant le jury quant à l'application de la théorie des actes manifestes pour le chef de trafic de drogues. À leur avis, comme il n'y a pas de chef d'accusation de complot pour trafic de drogues, l'exception de la théorie des actes manifestes ne pouvait s'appliquer.

³⁹ *R. c. Rose*, [1998] 3 R.C.S. 262; *R. c. P. (M.B.)*, [1994] 1 R.C.S. 555; *Pisani c. R.*, [1971] R.C.S. 738; *Côté c. R.*, 2007 QCCA 594; *Morneau c. R.*, SOQUIZ AZ-50220814, REJB 2004-54069 (C.A. Qué.); *R. v. Neverson* (1991), 69 C.C.C. (3d) 80 (C.A. Qué.), conf. par [1992] 1 S.C.R. 1014; *R. c. Charest* (1990), 57 C.C.C. (3d) 312 (C.A. Qué.); *R. v. Munroe* (1995), 96 C.C.C. (3d) 431 (C.A. Ont.), conf. par [1995] 4 S.C.R. 53; *R. v. Mitchell* (2006), 212 C.C.C. (3d) 258 (C.A. Ont.).

[143] Les appelants affirment dans leur mémoire:

Contrairement à ce qu'affirme le juge, la théorie des actes manifestes ne s'applique pas pour démontrer le trafic de stupéfiants. La preuve par ouï-dire est inadmissible dans un tel cas. En l'espèce, les appelants, de même que les autres coaccusés, étaient accusés de complot pour meurtre. Ils n'ont pas subi de procès relativement à un complot pour faire le trafic de stupéfiants.

[...]

On ne peut, comme l'a fait le juge du procès, intégrer, incorporer l'infraction de trafic de stupéfiants à celle de complot pour meurtre.

[144] Or, l'application de la règle ne se limite pas aux seuls cas où il y a une accusation de complot; elle peut valoir dans les cas où l'accusation reprochée a été commise à la suite d'un complot. Bien que le crime de complot et le trafic de drogues soient deux crimes distincts, l'exception de la règle du ouï-dire en matière de complot s'applique également au crime projeté. Ainsi, la preuve de ouï-dire relative aux actes manifestes est recevable pour prouver l'infraction projetée lors du complot, même si aucun chef de complot n'est reproché dans l'acte d'accusation⁴⁰.

[145] La règle vaut autant pour les chefs de complot que pour l'infraction substantielle.

[146] Quant à l'argument des appelants que seuls les actes manifestes des coconspirateurs nommés à l'acte d'accusation peuvent être admis en preuve, il est sans fondement. Même dans le cas où des coconspirateurs n'ont pas été accusés, s'il existe une preuve permettant de conclure que le crime a été commis à la suite d'un complot et que ces personnes étaient probablement des membres de celui-ci, la règle de l'exception du coconspirateur peut s'appliquer. Comme l'écrivait la juge Charron, alors à la Cour d'appel d'Ontario, dans *R. c. Gassyt*⁴¹:

22 With respect, if the trial judge was indeed of the view, as his comments and ruling would suggest, that no evidence involving an unindicted co- conspirator could be admissible, he was clearly wrong. It is settled law that acts and declarations by one conspirator in furtherance of the common design are admissible against a co-conspirator. It is equally settled that the fact that the actor or declarant, in this case Bernstein, is unindicted is no obstacle to the admission of the evidence: *R. v. Cloutier* (1939), 73 C.C.C. 1 (S.C.C.) at 6-7.

23 The evidence involving Bernstein was highly relevant and it was provisionally admissible against Gassyt and Markowitz, subject to the principles set out in *R.*

⁴⁰ *R. v. Koufis*, [1941] S.C.R. 481; *R. c. Lord*, [1995] 1 R.C.S. 747; *R. c. Falahatchian* (1995), 99 C.C.C. (3d) 420 (C.A. Ont.).

⁴¹ *Gassyt*, *supra*, note 29, p. 556.

v. *Carter* (1982), 67 C.C.C. (2d) 568 (S.C.C.). The jury would have to be instructed that the ultimate use which could be made of this evidence would be subject to the three stages set out in *Carter*.⁴²

[147] En l'espèce, le juge a clairement précisé au jury que seuls les actes posés et les paroles prononcées par les coconspirateurs dans le but de réaliser l'objet du complot étaient admissibles en vertu de l'exception, ce qui excluait toutes déclarations narratives ou actes posés au cours de l'existence du complot ne visant pas sa réalisation. Les étapes à suivre et la façon de procéder ont été expliquées au jury conformément à l'état du droit.

4.5.2 Les éléments essentiels du complot

[148] Les appelants reprochent au juge d'avoir instruit le jury sur les modalités de participation criminelle dans le cadre du chef de complot pour meurtre. Ils plaident que la formulation utilisée laisse croire au jury que le complot et la complicité sont une même infraction.

[149] Les appelants reprochent également au juge de première instance d'avoir mal défini le complot pour meurtre en laissant entendre au jury que la connaissance de l'existence d'une entente suffit, alors que non seulement il faut établir que l'objet du complot est connu, mais également démontrer l'intention d'y participer.

[150] Ces reproches sont mal fondés. Le juge a énoncé les éléments essentiels du complot, soit (1) une entente entre deux ou plusieurs personnes, (2) pour commettre un acte criminel, et ce, (3) avec l'intention de commettre cet acte criminel. Lors de ses explications relatives au troisième élément, le juge a dit ceci :

Il faut que l'accusé ait eu l'intention de participer à l'entente. Cela étant, je vous mentionne qu'il n'est pas nécessaire que chacun des accusés ait lui-même l'intention de commettre l'infraction qui est l'objet du complot, i.e. d'en être l'auteur réel. Il suffit qu'il ait l'intention d'y participer selon les modalités que nous verrons quand je traiterai de la participation criminelle, lors de mes commentaires sur l'infraction de trafic de substances prohibées (par. 12-13). Ainsi, A peut être coupable du complot pour incendier la maison de B s'il s'entend avec C à cette fin et que son rôle est d'obtenir de l'essence qui servira comme accélérateur. Le critère pertinent est l'intention de réaliser le but commun. De même, dans l'exemple que je donnais au paragraphe 7, les voleurs d'automobiles, ceux qui les modifient et possiblement le comptable, selon les circonstances, ont l'intention de participer à la vente de véhicules volés, même s'il est évident qu'ils n'en vendront aucun eux-mêmes. [Nous soulignons.]

⁴² *Ibid*, p. 556.

[151] On comprend de ce passage que le troisième élément est l'intention des appelants de réaliser le but commun. Cela dit, la preuve de l'intention de réalisation du but commun peut toutefois être faite par la preuve d'un geste posé en vue d'aider ou d'encourager la commission du crime projeté. Le jury ne peut avoir confondu le crime de complot de celui qui a été projeté dans le cadre du complot. D'ailleurs, le juge ajoute ensuite :

Cela étant, je vous mentionne qu'il suffit que l'accusé ait eu l'intention de participer à l'entente à un moment quelconque prévu dans le chef d'accusation. Il n'est pas nécessaire qu'il ait été partie au complot en tout temps. Il en résulte notamment que si une personne qui a été partie à l'entente s'en retire à un certain moment, si elle s'en désiste, elle demeure quand même coupable du complot.

Cela m'amène à vous parler de l'objet de l'entente, soit le meurtre. Le meurtre, c'est le fait de causer la mort d'une personne par un acte illégal en ayant l'intention de causer sa mort ou de lui causer des lésions qu'elle sait de nature à causer la mort tout en étant indifférent que la mort s'ensuive ou non.

[152] Cet extrait démontre clairement que le complot se distingue de l'infraction projetée et qu'il constitue un crime distinct. En instruisant les jurés, le juge ne leur a pas suggéré que le complot avait été prouvé. Il a simplement indiqué que pour qu'ils puissent reconnaître un accusé coupable de l'infraction de complot pour meurtre, ils n'avaient pas nécessairement à déterminer que l'accusé avait l'intention de commettre lui-même le meurtre. Comme le souligne le professeur Peter MacKinnon, dans *Developments in the law of Criminal Conspiracy* au regard de l'infraction de complot :

Liability should require, and in theory does require, that there be an act of agreement. And the agreement must be to participate together in the co-operative pursuit of a common object. Of course the parties to an agreement may act separately by doing different things in order to accomplish their objective. But the objective must be common to all and each must decide to pursue it in co-operation with the others⁴³. [Nous soulignons.]

[153] La définition des éléments essentiels du complot énoncée par le juge est conforme à celle formulée par la Cour dans *R. c. Campeau*⁴⁴, alors que le juge Proulx définissait le complot comme une entente entre au moins deux personnes qui ont l'intention de participer ensemble à la poursuite d'une fin illégale. Par ailleurs, l'existence de l'entente peut s'inférer des faits et gestes posés par chacun des individus⁴⁵.

⁴³ Peter MacKinnon, « Developments in the law of Criminal Conspiracy », (1981) 59 *R. du B. can.* 301, p. 308.

⁴⁴ [1999] J.Q. n° 5436.

⁴⁵ *R. c. Affalo*, [1991] R.J.Q. 2131 (C.A.) autorisation de pourvoi à la C.S.C. refusée, [1992] 1 R.C.S. x.

[154] En l'espèce, les appelants reprennent plusieurs éléments de preuve en tentant de démontrer qu'ils n'établissent pas l'existence d'un complot. Il est certain que chaque élément de preuve ne conduit pas nécessairement à la conclusion inéluctable de l'existence d'un complot pour meurtre. C'est plutôt l'ensemble de la preuve qu'il faut analyser. Il est vrai, comme le mentionnent les appelants, que la déclaration de guerre entre le groupe des *Nomads-Rockers* et ceux des clans adverses ne permet pas de conclure nécessairement à l'existence d'un complot. Toutefois, les décès violents survenus durant la période visée par l'acte d'accusation alors que le groupe conserve des albums-photos des membres du clan adverse et qu'il exerce, de façon continue, de la violence pour conserver ou agrandir son territoire de vente de drogues, peuvent servir à établir l'intention de commettre l'acte criminel faisant l'objet de l'entente.

[155] De plus, les témoins Boutin et Gagné se sont mutuellement corroborés dans leur description de la structure générale de l'organisation des *Hells Angels* et de son mode de fonctionnement.

[156] Considérant l'ensemble des directives, l'on doit conclure que le juge de première instance a adéquatement informé le jury sur les éléments essentiels du complot pour meurtre.

4.5.3 L'erreur de type Miller

[157] Les appelants plaident que le juge a invité les jurés, dans ses directives, à ne tenir compte que de la preuve qu'ils considèrent crédible et fiable. Ils invoquent *R. c. Miller*⁴⁶ dans lequel il fut décidé que de ne retenir que la preuve crédible et fiable est erroné en ce qui concerne la défense puisque le doute raisonnable peut découler d'une preuve non crue ou encore de l'absence de preuve.

[158] Dans *Miller*, le jury avait reçu la preuve de la déclaration extrajudiciaire d'un accusé et le juge l'avait invité à n'évaluer la preuve qu'à partir des éléments qu'il considérait crédibles et fiables. Cette approche a été jugée trop restrictive par les tribunaux et contraire au principe que le doute raisonnable peut émerger d'une preuve qui ne soit pas nécessairement fiable ou crédible. Comme le souligne la Cour d'appel d'Ontario, à la page 544 :

Evidence which is firmly rejected upon consideration of all the evidence creates no problem. The problem arises when evidence is neither rejected nor accepted.

[159] En l'espèce, le juge réfère aux éléments de preuve crédibles et fiables lorsqu'il parle de l'utilisation du résumé de preuve qu'il a remis au jury. Il écrit :

⁴⁶ (1991), 68 C.C.C. (3d) 517 (C.A. Ont.) [*Miller*]; l'approche de la Cour d'appel d'Ontario a été retenue par la Cour dans : *R. c. Leblanc*, (C.A., 2001-10-16), SOQUIJ AZ-50101707, J.E. 2001-2013, [2001] J.Q. n° 4827 et *R. c. Glenn*, (C.A., 2004-02-25), SOQUIJ AZ-50227142, J.E. 2004-785, [2004] J.Q. n° 2896.

À cet égard, je vous réfère notamment au document que je vous ai remis sur le résumé de la preuve en vous rappelant que vous n'êtes pas liés par ce document, qu'il ne vise qu'à vous aider, qu'il peut comporter des erreurs et qu'il est nécessairement incomplet. Il va sans dire que vous pouvez prendre en considération tout autre élément que vous jugez pertinent, crédible et fiable et rejeter tout élément mentionné dans le document sur le résumé de la preuve que vous ne jugez pas pertinent, crédible et fiable.

[160] Cet extrait a été repris, à plusieurs occasions, lorsque le juge a renvoyé le jury à son résumé de preuve. Ces commentaires n'impliquent pas l'analyse en deux étapes rejetée dans *Miller*. Au contraire, le juge reprend intégralement la directive proposée dans *R. c. Lifchus*⁴⁷, quant au doute raisonnable et au fardeau de preuve requis en matière criminelle.

[161] Dans *R. c. Cooper*, le juge Lamer résumait ainsi le rôle du juge qui préside un procès par jury :

[...] On a déjà dit, mais il convient de le répéter, qu'il serait difficile voire impossible de trouver un exposé parfait. En règle générale, on ne doit pas sans cesse disséquer les directives au jury, les soumettre à un examen détaillé et les critiquer. Il faut plutôt interpréter l'exposé dans son ensemble.⁴⁸ [Nous soulignons.]

[162] Dans les circonstances qui précèdent, le juge n'a pas commis l'erreur de type *Miller* et ce moyen doit être rejeté.

4.5.4 La thèse de la défense

[163] Les appelants soutiennent que le juge de première instance n'a pas adéquatement exposé la thèse de la défense au jury de même que la preuve s'y rattachant. Ils plaident que la thèse de la défense a ainsi été évacuée, ce qui rend le procès inéquitable⁴⁹.

[164] Il importe de préciser que les appelants n'ont pas témoigné ni présenté de témoins en défense. Cela en soi ne diminue en rien l'obligation du juge de résumer la position de la défense dans ses directives. Toutefois, comme le juge voulait remettre au jury le texte de ses directives, il a invité les parties à lui préparer un exposé sommaire de leurs plaidoiries respectives. Les avocats des appelants ont attendu jusqu'à la toute fin du procès avant d'informer le juge qu'ils n'en remettraient pas alors que la poursuite avait préparé un résumé de trois pages.

⁴⁷ [1997] 3 R.C.S. 320.

⁴⁸ *R. c. Cooper*, [1993] 1 R.C.S. 146, paragr. 43.

⁴⁹ *R. c. Charlebois*, [2000] 2 R.C.S. 674.

[165] Bien avant que la preuve de la poursuite ne soit terminée, le juge s'était informé des intentions de chaque partie (le 8 janvier 2004) :

Avant qu'on parle des CD, je vous ai déjà parlé de la possibilité, et je crois comprendre que tout le monde va s'en prévaloir, de me soumettre par écrit votre position, la Couronne en trois (3) pages, la Défense, chaque accusé, non pas chaque avocat, chaque accusé en une page et demie (1 ½). Je pense que la Couronne, quand pourriez-vous me le soumettre? Ça va être après votre plaidoirie, je présume, mais quand pourrez-vous me le soumettre, si ça pour être signé au moment de votre plaidoirie ou immédiatement après? Après ça, je vais demander aux...

PAR LA COURONNE : (ME MADELEINE GIAUQUE)

Oui, c'est exact, Monsieur le Juge. Je pourrais immédiatement après.

[...]

PAR LA COUR :

Bon, parfait. Alors, dans le cas de la Défense, est-ce que vous pourriez les donner au même temps, après la plaidoirie de la Couronne?

PAR LA DÉFENSE :

Si on en donne.

PAR LA COUR :

Alors, ce n'est pas sûr que tout le monde va en donner?

PAR LA DÉFENSE :

Bien, moi, je ne suis pas sûr dans mon cas.

PAR LA DÉFENSE : (ME FRANÇOIS BORDELEAU)

Je ne suis pas sûr, moi non plus.

PAR LA COUR :

Ah bon.

PAR LA DÉFENSE :

Moi, je suis en train de réfléchir encore.

PAR LA DÉFENSE :

Moi, elle a trois (3) mois, ma thèse.

PAR LA COUR :

Alors, après chaque plaidoirie. Parce que si ça pouvait même, dans votre cas, être un petit peu avant, je dois vous dire, parce que là, il va falloir que les photocopies se fassent.

[166] Le 13 février 2004, lors des plaidoiries en défense, le juge du procès s'enquiert à nouveau des intentions des procureurs en défense :

Parmi les choses que je voulais vous demander, est-ce que vous allez produire des thèses?

Me FRANÇOIS TADDÉO :

Mais, ce n'est pas encore décidé.

LA COUR :

Ah! Bien, là, il faut que ça se décide, là.

Me FRANÇOIS BORDELEAU :

Oui, oui, ça va être décidé aujourd'hui.

Me LUCIE JONCAS :

Oui, c'est...

LA COUR :

Oui, parce que, là, notamment, là, je suis en train de le finaliser complètement. Je vais vous donner un exemple, le document sur les directives générales, ça part avec la quatrième partie, c'est la troisième partie des directives, c'est la preuve et les thèses des parties. Je laisse-tu ça ou si je l'enlève?

[...]

Bon. Alors, la thèse, vous allez me le dire, après la pause, si vous en faites une thèse? Mesdames et messieurs?

Me LUCIE JONCAS :

Moi, je peux vous dire tout de suite, Monsieur le Juge, que je n'ai pas l'intention d'en produire une.

LA COUR :

Non, mais...

Me LUCIE JONCAS :

Il est clair que ma thèse ne rentre pas dans seulement une page. Alors, je n'ai pas l'intention d'en faire.

LA COUR :

Je n'ai pas de problème, mais là, c'est une, c'est parce que je veux le savoir.

Me LUCIE JONCAS :

Je vous avise tout de suite.

LA COUR :

Bon. O.K.

Me FRANÇOIS TADDÉO :

Il y aussi de savoir, Monsieur le Juge, ce que vous allez faire?

LA COUR :

Ah! Bien, je vais la lire.

Me FRANÇOIS TADDÉO :

Si une personne, non, non, si une personne n'en fait pas une.

LA COUR :

Bien, écoutez, si tous les avocats de la Défense n'en font pas, je ne lirai non plus celle de la Couronne, c'est équitable. Mais, s'il y a... deux minutes, s'il y a un nombre substantiel d'avocats de Défense qui le font, bien là, je vais lire les deux thèses, puis je dirai : les autres, ils ne s'en ont pas prévalu. Bon. S'il n'y en a aucun avocat de la Défense qui le fait. Là, je veux dire, je veux dire, je ne veux pas déséquilibrer le processus.

[167] Dans ces circonstances, il est difficile de reprocher au juge de ne pas avoir présenté la thèse proposée par les parties. De plus, afin de s'assurer que le processus

soit équitable, le juge n'a pas remis au jury le sommaire de la plaidoirie de la poursuite. Les appelants ne peuvent se plaindre, en appel, d'une stratégie qu'ils ont délibérément adoptée.

[168] Car, finalement, il s'agit de choix stratégiques adoptés par les avocats représentant les appelants lors du procès. Le juge Finlayson, de la Cour d'appel d'Ontario, mentionnait à ce sujet :

Defence counsel assumes a great deal of responsibility in a criminal case and when he makes a decision, both he and his client must live with it. It is no function of this court to play the role of what in football terminology is called a "Monday morning quarterback" when it comes to trial tactics employed by counsel. If we were to do so, it would have the effect of placing an unhelpful burden on the trial judge. Instead of being able to rely on the competence of counsel who must know more about the case than the trial judge, we would effectively be saying that the trial court has an overriding responsibility to vet tactical decisions of counsel and, where necessary, to vary or reverse them. Such overweening paternalism denigrates the adversary system. Had the court taken such an approach in this case, it would have amounted to a unjustified interference in the role of both Crown and defence counsel⁵⁰.

[169] Il faut également préciser que les plaidoiries en défense ont duré plus d'une semaine. Il est logique de croire que les jurés avaient bien à l'esprit la thèse des appelants puisque ceux-ci ont plaidé les derniers, n'ayant pas présenté de témoins en défense. En conséquence, ce grief doit être rejeté.

4.6 Le verdict déraisonnable et les trois étapes de l'arrêt Carter

[170] Les appelants sont d'avis que les verdicts de culpabilité portant sur les infractions de complot pour meurtre et de trafic de drogues ne sont pas supportés par la preuve et sont déraisonnables. Ils ne plaident toutefois pas cet argument à l'encontre du verdict prononcé sur le chef d'accusation de gangstérisme.

[171] Dans les deux cas, les règles relatives à la preuve d'un complot, telles que reconnues et décrites dans *Carter*, sont applicables. En effet, tel que mentionné précédemment, même si un chef d'accusation, tel que celui de trafic de drogues, ne renvoie pas spécifiquement à la notion de complot, il est permis, dans certains cas, de recourir à la preuve des actes manifestes afin de démontrer la commission de l'infraction. Vu la théorie de la poursuite, selon laquelle chacun des membres de l'organisation, soit commettait l'infraction comme auteur réel, soit aidait ou encourageait les autres à la commettre, et la nature de la preuve qu'elle a présentée lors du procès, il s'agit ici de l'un de ces cas. Cela ne signifie pas cependant que la réponse soit la même à l'égard des deux chefs d'accusation. Pour répondre à ce moyen d'appel, il y a

⁵⁰ *R. c. Lomage*, [1991] O.J. n° 362 (C.A. Ont.), paragr. 17.

donc lieu de distinguer les deux infractions. Avant de ce faire, il faut, encore une fois, reprendre la règle énoncée dans *Carter*, notamment celle prévoyant une analyse de la preuve en trois étapes résumée au paragraphe 109.

[172] En l'espèce, la preuve permet de conclure, de façon raisonnable, que tous les appelants ont commis l'infraction de trafic de drogues, et ce, pour les raisons suivantes. Quant à l'étape initiale, l'abondante preuve présentée par la poursuite établit sans contredit l'existence d'un complot pour trafic de drogues.

[173] En ce qui a trait à la deuxième étape, la preuve directement recevable contre les appelants démontre que, selon toute probabilité, ils ont tous participé à ce complot. Voyons ce qu'il en est.

[174] Selon Stéphane Gagné et Stéphane Sirois, André Couture faisait le trafic de drogues dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1997, et ce, avec Gagné et Normand Robitaille. Gagné ajoute que Couture était responsable de la comptabilité en la matière. De plus, les documents saisis en la possession de Couture, le 29 novembre 1997, confirment son implication dans le commerce de la drogue. De surcroît, il payait sa part de 10 % de ses revenus de la vente de drogues et, au cours d'une réunion tenue le 4 juillet 2000 à laquelle il assistait, il fut question de ne pas vendre le kilo de cocaïne à moins de 50 000 \$.

[175] Stéphane Sirois a affirmé que Bruno Lefebvre vendait de la drogue en 1997 pour le compte d'un dénommé Pierre Provencher; Stéphane Gagné a déclaré pour sa part que Lefebvre était responsable du territoire de Verdun et qu'il faisait partie de l'équipe de *base-ball*. La preuve démontre également que Lefebvre payait son dû de 10 %, qu'il était le parrain de Paul Brisebois, un *prospect Nomads*, et qu'il était d'accord avec la séparation du territoire (Est et Ouest) entre deux factions des *Rockers* dont il faisait partie. Enfin, son train de vie était incompatible avec l'emploi qu'il disait détenir.

[176] Richard Mayrand avait un rôle clé dans l'organisation dont il était l'une des têtes dirigeantes. Il a été l'un des signataires du *corporate property agreement* de la société H.A.N. Québec Inc. incorporée en vertu de la *Loi sur les compagnies*. Il a participé aux négociations ayant mené à la trêve de l'année 2000. On a saisi chez lui des comptes rendus de réunions des *Hells Angels*, 313 000 \$ en billets de 20 \$, regroupés en paquets de 10 000 \$, tel que le faisaient les *Nomads* qui récupéraient l'argent de la drogue, ainsi qu'une carte de Montréal séparée en plusieurs territoires attribués aux *Nomads* et à d'autres groupes.

[177] Sylvain Moreau était lui aussi d'accord avec la séparation des *Rockers* en deux clans, celui de l'Est et celui de l'Ouest. À au moins une reprise, lors d'une réunion, il a reproché aux autres membres leur manque d'empressement à faire le guet (la « *watch* ») pour le compte des *Nomads*. Il a été vu acquittant le 10 %. Selon Stéphane Sirois, Moreau s'approvisionnait en drogue auprès de lui pour ensuite vendre pour Daniel Lanthier, un membre des *Rockers*.

[178] Lors d'une réunion tenue le 12 octobre 1999, Éric Fournier a voté en faveur de la réintégration de certains individus au sein des *Rockers*, en insistant pour que les membres portent à l'avenir une arme lorsqu'ils sont en compagnie des *Nomads*. À l'occasion d'une autre réunion, il s'est plaint lui aussi du peu d'empressement des membres à participer à la « *watch* » pour les *Nomads*. Il a, à une autre réunion, versé son 10 % et mentionné qu'il avait remis une série de chèques pour couvrir la somme de 200 \$ par mois au profit de l'organisation que tous devaient payer.

[179] Luc Bordeleau faisait partie, à titre de *prospect Nomads*, des têtes dirigeantes de l'organisation. Les *Rockers* ne pouvaient donc s'adonner au commerce de la drogue sans que Bordeleau le sache et sans que les *Nomads* les aient autorisés à ce faire. Mais il y a plus.

[180] Chacun des appelants est clairement relié à une organisation criminelle vouée essentiellement au trafic de drogues. Il s'agit en réalité de sa raison d'être. Par conséquent, même dans l'hypothèse où la preuve ne permettrait pas de conclure que tous avaient trempé directement dans un tel trafic, chacun connaissait l'objectif avoué de l'organisation et chacun, en participant activement aux activités de cette organisation, aidait ou encourageait nécessairement les autres à faire le trafic de drogues. Vu la nature très particulière de la preuve, il s'agit donc de l'un des cas où l'on peut inférer la participation au crime de trafic de drogues à compter du moment où une personne s'implique dans l'organisation et participe activement à ses activités, à un titre ou à un autre. Il y avait donc une preuve suffisante au regard de la deuxième étape de *Carter*.

[181] Quant à la troisième étape, il est manifeste qu'un verdict de culpabilité pouvait être raisonnablement prononcé en prenant en considération l'ensemble des actes manifestes.

[182] Par conséquent, les verdicts de culpabilité relativement au chef de trafic de drogues, commis dans le cadre d'un complot, étaient raisonnables pour tous les appelants.

[183] La situation est toutefois différente quant au chef de complot pour meurtre.

[184] L'objectif premier de l'organisation ne consistait pas à commettre des meurtres dans le but d'éliminer les concurrents. Ces meurtres avaient pour mobile l'expansion et la protection du territoire, mais ne constituaient pas le but recherché par tous les membres. Autrement dit, le meurtre n'était qu'accessoire, de sorte que l'on ne peut conclure qu'un membre a participé à un complot en vue de commettre des meurtres au seul motif qu'il a participé activement aux activités de l'organisation. Il faut, ici, une preuve supplémentaire.

[185] Quant à l'étape initiale de *Carter*, la preuve démontre l'existence d'un complot. Qu'en est-il cependant de la deuxième?

[186] Il existe une preuve directement recevable contre certains des appelants : il s'agit de la possession de photographies de membres des clans ennemis. Cette preuve démontre que Bordeleau, Lefebvre, Mayrand et Moreau manifestaient un intérêt singulier pour ces gens et ont participé à la recherche d'informations précises à leur sujet. L'une des inférences raisonnables que l'on peut en tirer est assurément qu'ils étaient impliqués dans le complot visant à éliminer les membres des groupes adverses. De plus, dans le cas de Bordeleau, la possession d'un important attirail d'armes diverses n'est pas à négliger.

[187] Quant à Couture, les documents saisis en sa possession le 29 novembre 1997 constituent des éléments de preuve directement recevables contre lui, pouvant démontrer sa participation probable au complot pour meurtre. Dans ces documents figuraient, parmi une liste de tâches à effectuer, des inscriptions indiquant qu'il fallait « *faire la guerre* », procéder à un inventaire des armes à feu (« *inventaire gun* »), trouver un endroit où les cacher (« *stash pour gun* »), et dresser une liste de personnes comprenant leurs noms et leurs adresses de même que des informations sur leur famille. Ces éléments de preuve sont suffisants, dans le contexte de ce dossier, pour constituer une preuve qui satisfait aux exigences de la deuxième étape.

[188] Ayant ainsi franchi la deuxième étape, il est acquis que la preuve est suffisante, eu égard à la troisième, pour conclure, hors de tout doute raisonnable, à la culpabilité de ces cinq appelants.

[189] En ce qui concerne Fournier cependant, la conclusion doit être différente. Aucune preuve directement recevable contre lui ne le relie au complot pour meurtre. Comme mentionné précédemment, sa seule participation aux activités du gang ne saurait suffire lors de la deuxième étape, de sorte qu'il y a absence totale de preuve qu'il ait été membre du complot en vue de commettre des meurtres. Son acquittement s'impose donc quant à ce chef.

[190] **POUR CES MOTIFS :**

[191] **REJETTE** la requête pour production de nouvelle preuve;

[192] **REJETTE** le pourvoi des appelants Couture, Lefebvre, Bordeleau, Mayrand et Moreau;

[193] **REJETTE** le pourvoi de l'appelant Fournier en ce qui a trait aux chefs deux et trois de l'acte d'accusation;

[194] **ACCUEILLE** le pourvoi de l'appelant Fournier en ce qui a trait au chef de complot pour meurtre, **INFIRME** le verdict de culpabilité, et **ORDONNE** l'inscription d'un verdict d'acquiescement.

LOUISE OTIS, J.C.A.

FRANÇOIS DOYON, J.C.A.

LISE CÔTÉ, J.C.A.

Me Marie-Hélène Giroux
Me Clemente Monterosso
Monterosso, Giroux, S.E.N.C.
Pour l'appelant

Me Madeleine Giauque
Me Roger Carrière
Me Éric De Champlain
Procureurs aux poursuites criminelles
et pénales
Pour l'intimée

Me Michel F. Denis
Substitut du procureur général
Pour l'intervenant

Date d'audience : Requête pour preuve nouvelle le 30 avril, et
l'appel les 8, 9 et 10 mai 2007